

SFC2021 Programme INTERREG

CCI	2021TC16FFOR002
Intitulé	(Interreg VI-D) Mozambique Channel
Version	1.0
Première année	2021
Dernière année	2027
Éligible à partir du	1 janv. 2021
Éligible jusqu'au	31 déc. 2029
N° de la décision CE	
Date de la décision CE	
Régions NUTS couvertes par le programme	KM - Comoros MG - Madagascar MZ - Mozambique TZ - Tanzania FRY4 - La Réunion FRY40 - La Réunion FRY5 - Mayotte FRY50 - Mayotte SC - Seychelles
Volet	Volet D: OR Programme de coopération faisant intervenir les régions ultrapériphériques (CTE)

Table des matières

Table des matières.....	2
Présentation de l'espace de coopération	5
Un carrefour entre l'Afrique, l'Europe et l'Asie	6
Un espace présentant une démographie dynamique.....	6
Stratégie du programme de coopération Canal du Mozambique 2021-2027	7
1. Stratégie de coopération en matière de développement économique des entreprises.....	8
i. Présentation de la situation économique et touristique	8
ii. Les défis en matière de développement économique	10
iii. Choix stratégiques pour le programme Canal du Mozambique 2021-2027	10
Stratégie de coopération pour Faire du Canal du Mozambique un territoire qui œuvre contre le changement climatique et pour la protection de l'environnement, de la biodiversité et la prévention et la gestion des risques	11
i. Présentation de la situation en matière de climat, gestion des risques et environnement	11
ii. Des défis dans la zone de coopération.....	12
iii. Choix stratégiques pour le programme Canal du Mozambique 2021-2027	14
Stratégie de coopération pour faire du canal du Mozambique un territoire plus social, tourné vers la santé et plus inclusif	15
i. Présentation de la situation	15
ii. Les défis dans la zone de coopération	16
iii. Choix stratégiques pour le programme Canal du Mozambique 2021-2027	18
Stratégie de coopération pour Améliorer la gouvernance de coopération dans la zone du Canal du Mozambique	19
i. Présentation de la situation en matière de gouvernance.....	19
ii. Les défis en matière de gouvernance	19
iii. Choix stratégiques pour le programme Canal du Mozambique 2021-2027	20
Cadre de la stratégie du programme de coopération	21
1. Prise en compte des stratégies existantes.....	21
Prise en compte des principes horizontaux.....	22
Enseignements de l'expérience passée	22
Sources	23
[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus	53
[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus	63
Suivi et coordination.....	119
Les enjeux pour le Conseil Départemental de Mayotte sont :	120
Concernant l'association des partenaires dans l'évaluation du programme :	120

2/ Stratégie de communication :	122
3/ Moyens :	123
4/ Actions et outils :	123
Information de la Commission européenne par l'Autorité de gestion en cas d'irrégularité	131
Modalités de récupération des sommes indûment versées, suite à la détection d'une irrégularitéattribuable à un ou plusieurs bénéficiaire(s) identifiés :	131
Responsabilités financières en cas de correction financière ou d'irrégularité non attribuable à un ouplusieurs bénéficiaire(s) identifié(s).....	131

1.Stratégie commune du programme: principaux défis en matière de développement et lignes d'action adoptées

1.1 Zone couverte par le programme Référence: article 17, paragraphe 3, point a); article 17, paragraphe 9, point a)

Conformément à la décision d'exécution de la Commission établissant la liste des zones couvertes par le programme Interreg devant bénéficier d'un soutien du Fonds européen de développement régional et des instruments de financement extérieur de l'Union, ventilées par volet et par programme Interreg au titre de l'objectif « Coopération territoriale européenne », publiée le 17 janvier 2022, l'espace de coopération INTERREG Canal du Mozambique couvre les Etats et territoires suivants :

Mayotte et la Réunion, l'Union des Comores, Madagascar, les Seychelles, la Tanzanie, et le Mozambique.

La programmation 2021-2027 a ainsi élargit l'espace de coopération : pour tenir compte des difficultés rencontrées sur le programme 2014-2020 qui couvrait initialement les territoires suivants : Mayotte, Madagascar et l'Union des Comores. Le bilan de cette période conduit à poursuivre le programme avec un aire géographique plus étendue à d'autres partenaires afin d'augmenter de manière significative le potentiel de coopération et de renforcer les liens déjà existants.

Présentation des pays partenaires :

Mayotte et la Réunion sont les deux régions françaises et deux régions ultrapériphériques situées dans cette zone de l'hémisphère sud. Mayotte est constituée de deux îles principales, Grande-Terre (364 km²) et Petite-Terre (10 km²) et d'une trentaine de petits îlots parsemés dans un lagon de plus de 1100 km². La Réunion dont la superficie est de 2 504 km², est réputée pour son intérieur volcanique couvert de forêt tropicale, ses récifs de corail et ses plages.

L'Union des Comores (UdC) qui couvre 2 236 km² est composé d'un archipel volcanique (3 îles) situé au large de la Côte Est de l'Afrique dans les eaux chaudes du Canal du Mozambique. Les terres sont à 45% agricoles, et 9 % sont recouvert par la forêt. 7 % du territoire est inexploité. Les trois îles sont assez proches (75 km au plus) et les fonds marins comportent beaucoup de coraux.

Les Seychelles sont un archipel de 116 îles regroupées en un État, situé au nord-est de l'île de Madagascar. Elles abritent de nombreuses plages, récifs coralliens et réserves naturelles, ainsi que des animaux rares. Sur les 116 îles et îlots 40 sont en granitiques, et le reste sont coralliens.

Madagascar est la quatrième plus grande île du monde, avec une superficie de 587 000 km², elle est entourée par les îles précitées ci-dessus. Trois traits généraux dominent la topographie de Madagascar : un relief accidenté, une dissymétrie est-ouest et une opposition entre les hautes terres et les régions côtières.

La Tanzanie couvre 945 087 km² un située en bordure de l'Océan Indien, avec la particularité d'être née de l'union du Tanganyika et de Zanzibar depuis 1964. Tanganyika possède un safari habité par les "Big five" (éléphant, lion, léopard, buffle, rhinocéros) et le parc national du Kilimandjaro, abritant la montagne la plus haute d'Afrique. Zanzibar

et Mafia qui composent les îles tropicales de la Tanzanie, un parc marin accueillant requins-baleines et récifs coralliens.

Le Mozambique 2^{ème} pays lusophone d'Afrique est membre de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP) et de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF). Il a une superficie totale de 801 590 km². Il est situé dans la partie tropicale de l'hémisphère sud et est limitrophe de la Tanzanie. Son littoral dans l'Océan indien est parsemé de plages et de parcs marins situés au large.

Pour qu'un pays participe à un programme Interreg, l'accord écrit de ce pays doit être reçu par l'État membre chef de file avant que le programme puisse être approuvé par la Commission européenne. Bien que la préparation du présent programme et l'analyse qu'il contient aient été entreprises dans l'intention que ce programme implique l'Union des Comores, la Tanzanie et les Seychelles en tant que pays participants, il n'a pas été possible d'obtenir l'accord écrit de l'Union des Comores, ni de la Tanzanie ni des Seychelles avant la dernière date d'adoption possible, fin 2022. Par conséquent, ce programme a été adopté sans couvrir l'Union des Comores, la Tanzanie et les Seychelles, bien que le contenu et l'analyse restent inchangés. Il est à espérer qu'un accord écrit rapide l'Union des Comores, la Tanzanie et les Seychelles pourra être reçu, ce qui permettra de lancer une modification du programme et d'inclure l'Union des Comores, la Tanzanie et les Seychelles en tant que pays participants à part entière au programme.

1.2 Stratégie commune du programme: Résumé des principaux défis communs, tenant compte des disparités et inégalités économiques, sociales et territoriales, des besoins communs en matière d'investissements et de la complémentarité et des synergies avec d'autres programmes et instruments de financement, des enseignements tirés de l'expérience passée, ainsi que des stratégies macrorégionales et des stratégies relatives aux bassins maritimes lorsque la zone du programme est couverte entièrement ou partiellement par une ou plusieurs stratégies.

Référence: article 17, paragraphe 3, point b); article 17, paragraphe 9, point b)

Présentation de l'espace de coopération

Dans le contexte de la mondialisation il apparaît essentiel que les RUP puissent retrouver des logiques régionales qui les conduiraient vers un développement moins dépendant de l'extérieur. Les programmes de coopération territoriale ont précisément pour vocation de permettre aux RUP de s'intégrer dans leur voisinage géographique.

La Commission a adopté le 24 octobre 2017 une Communication par laquelle elle propose aux régions ultrapériphériques « Un partenariat stratégique renouvelé et renforcé avec les régions ultrapériphériques de l'Union européenne ». La stratégie⁵ invite ainsi les RUP et les Etats-membres concernés à collaborer avec des partenaires issus de pays et territoires d'outre-mer (PTOM) ainsi que de pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) dans les domaines de la protection de l'environnement, de l'économie circulaire,

de la gouvernance des océans, du transport ainsi que de la prévention et préparation aux risques de catastrophe liés au changement climatique.

Le règlement de Coopération Territoriale facilitera la coopération des RUP avec les pays tiers. D'une part, les règles régissant la coopération avec les pays tiers sont incorporées dans le règlement relatif à la coopération territoriale. D'autre part, la coopération entre les RUP et leurs voisins est rendue possible au niveau des programmes et non plus seulement au niveau des projets.

Des programmes conjoints IVDCI-FEDER pourront donc être mis en place dans le cadre de la Coopération Territoriale.

Il est également proposé que les programmes et leurs contenus soient davantage encadrés par une approche stratégique, en lien avec la zone fonctionnelle.

Mayotte et La Réunion peuvent mettre un gros potentiel de coopération à la disposition des pays et de leurs régions avec lesquels ils présentent de communes caractéristiques. Ils peuvent relayer les politiques de coopération et d'aide au développement menées par l'Union européenne dans la lutte contre la pauvreté, le développement durable, la gestion des flux migratoires et la sécurisation régionale. Ils peuvent accompagner ces politiques dans les pays voisins aussi bien dans des projets de renforcement de capacités administratives que de formation, d'éducation, de santé, de création de PME, dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie ou de prévention des risques naturels.

Un carrefour entre l'Afrique, l'Europe et l'Asie

La population du Canal du Mozambique représente le carrefour métissé entre l'Afrique, l'Europe et l'Asie en matière de culture et de langues. Ainsi les langues parlées en majorité par cette population sont le swahili, l'anglais, le français le portugais et le créole. A travers le festival Franco Jeune qui a lieu depuis plus de 17 ans la promotion de la culture dans la région n'est plus à démontrer entre les Seychelles, Madagascar, les Comores, le Mozambique, la Tanzanie au tour de la promotion des 10 mots de la Francophonie publiés chaque année. Les échanges culturels entre Mayotte, La Réunion et les pays du Canal du Mozambique sont anciens et ont accompagné tous les mouvements de population. L'importance est de valoriser l'histoire commune des pays de la zone et leur patrimoine culturel. Cet intérêt partagé justifie ainsi l'opportunité de renforcer les moyens de soutenir des projets de coopération à dimension culturelle. Les pays de la zone du Canal du Mozambique qui ont une forte tradition orale dont la transmission s'inscrit désormais dans un contexte « défavorable » liée au changement des modes de vie et aux nouvelles technologies a comme déficit la conservation de son patrimoine matériel et immatériel riche par sa diversité culturelle. Ils comptent des lieux de mémoire et des musées remarquables consacrés aux richesses naturelles, historiques ou artistiques, ainsi que des éléments non bâtis aménagés (jardins, sentiers, chemins, sites archéologiques...) ou immatériels (langues, cuisine, musique, contes, savoirs naturalistes populaires, savoir-faire et pratiques techniques, croyances et représentations...).

Un espace présentant une démographie dynamique

• Fécondité

Avec un taux de fécondité estimé à 5 enfants par femme la Tanzanie est le territoire qui a une forte croissance démographique annuelle de 2,5 %. Son taux de fécondité est proche de celui du Mozambique et de Mayotte qui sont respectivement de 4,90 et 4,16. Pour Mayotte cette forte natalité est liée à une immigration dynamique qui est éloignée de celle de la Réunion et des Seychelles dont les taux de fécondité sont de 2,41 par femme et 2,39 (données de 2019).

- **Densité**

En Septembre 2017, Mayotte compte 256 000 habitants et présente une densité de population très forte, qui s'élève à 770,47 personnes/km² contre 339 à la Réunion en 2020. Quant à l'Union des Comores (UdC) sa densité de population est de 410 hab./ km². Son indice de développement humain le place parmi les pays les moins développés de la planète avec 869 595 d'habitants (169ème sur 1863).

- **xxx**

Madagascar compte 26 955 737 millions d'habitants, et est appelée à doubler en l'espace de 30 ans. Le territoire fait face à une pression croissante sur les ressources naturelles et de grands défis pour la sécurité alimentaire de la population ainsi que pour le développement social et économique. Avec une population estimée à 99 606 habitants en 2018, les Seychelles ont une croissance démographique positive (0,8 %), tirée par l'immigration et une natalité dynamique. C'est le territoire le moins peuplé du Canal du Mozambique en comparaison avec les pays partenaires. Avec 58,5 millions (en 2018) d'habitants essentiellement des bantous la Tanzanie reste le territoire les plus peuplée au niveau du programme Canal du Mozambique. Quant au Mozambique, il se place en 2ème position avec 31,26 millions d'habitants, sa population urbaine représente 34,5% avec une densité de 67 habitants/ km², et un taux de croissance de 3,1%.

- **Espérance de vie**

L'espérance de vie diffère sensiblement d'un territoire à l'autre, variant de 58 ans au Mozambique à 76 ans à Mayotte (64 ans aux Comores, 67 ans à Madagascar, et 66 ans en Tanzanie, 74 ans au Seychelles). Le taux de mortalité infantile à Mayotte a baissé, il est de 2,9/1000, à 7/1000 aux Comores et à 6/1000 à Madagascar (données 2016).

- **Les défis de la croissance démographique**

- Les pays partenaires ont une population métissée au sein d'un espace culturel original multiple et commun.
- Les populations de la zone se caractérisent par leur extrême jeunesse ainsi que leur dynamisme démographique.

Malgré une hausse des décès constaté dans la zone suite à la pandémie liée entre autres au COVID 19, la forte croissance démographique reste un défi majeur que doivent relever les pays du Canal du Mozambique. Plus de la moitié de la croissance démographique d'ici à 2050 dans le monde aura lieu en Afrique. En 2050 la population de Mayotte serait comprise entre 445.000 habitants et 548.000. A la Réunion, la fourchette serait comprise entre 908.000 et 1.127.000 habitants. Le Mozambique atteindrait 68 millions d'habitants, la Tanzanie 138 millions de personnes et, les trois îles de l'Union des Comores compteront près de 1,5 million d'habitants.

Cette évolution démographique a, et, aura de manière exacerbée des conséquences déstabilisantes sur les services publics (surcharge des services notamment hospitaliers), sur la société (travail informel sous-rémunéré, problèmes d'intégration, délinquance, travail des enfants, mineurs isolés...) et sur l'environnement (surexploitation des ressources vivantes et en eau, destruction des habitats, des sols et du littoral, accroissement de la pollution des sols et des déchets, dégradation des écosystèmes).

Stratégie du programme de coopération Canal du Mozambique

1. Stratégie de coopération en matière de développement économique des entreprises

i. Présentation de la situation économique et touristique

• Croissance économique

La croissance économique de l'Afrique Australe, qui a décliné à 1,1 % en 2021 (contre 1,9 % en 2015), est restée faible dans la majeure partie des pays qui en font partie. Madagascar et le Mozambique ont été les seules exceptions, affichant des taux de croissance supérieurs à 4 % en 2021, malgré un recul (par rapport à 6,6 % en 2015) du taux de croissance mozambicain.

Les territoires/Etats de la zone de coopération présentent une grande diversité en termes de développement : la Réunion a un PIB/habitant de 21.290 €, les Seychelles et Mayotte de 12.556 €, alors que ceux des Comores, de Madagascar, du Mozambique et de la Tanzanie ne dépassent pas ou très peu les 1.000 € en 2019.

Ces dernières années, l'Afrique de l'Est a enregistré la croissance économique la plus rapide sur le continent. Elle abrite plusieurs économies à croissance rapide, comme la Tanzanie. En 2020, la Tanzanie est devenue le dernier pays de la région à passer du statut de pays à faible revenu à celui de pays à revenu intermédiaire, rejoignant ainsi trois de ses voisins dans cette catégorie. Les taux moyens de croissance économique de la région de l'Afrique de l'Est étaient de 4,9 % en 2018 et 5,3 % en 2019, contre 3,3 % et 3,4 % pour l'ensemble du continent.

En raison de la pandémie de Covid-19, le taux de croissance de la région a chuté à 0,7 % en 2020. Ces taux ont été soutenus par un secteur des services plus diversifié, des dépenses publiques portées par de grands projets d'infrastructure et de bonnes performances dans l'agriculture, malgré les invasions de criquets pèlerins et d'autres catastrophes naturelles telles que les sécheresses et les inondations. Par ailleurs, de nouveaux concepts économiques émergent avec une approche d'écodéveloppement tournée vers l'économie durable des ressources des océans, des lacs, des fleuves et autres étendues d'eau et la conservation des écosystèmes aquatiques (Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), 2016 et Union Africaine (UA), 2019).

La mer du Canal du Mozambique abrite une diversité d'écosystèmes exceptionnels. Mais elle est sujette à de nombreuses pressions économiques et à l'impact des changements climatiques. Les 700 000 km² du Canal du Mozambique couvrent entièrement les zones économiques exclusives (ZEE) de plusieurs pays au sud-est de l'Afrique dont les Comores, la France (Mayotte), Madagascar, le Mozambique, les Seychelles, et la Tanzanie. Au total 10 pays, exploitent les ressources et le potentiel économique de cette zone et sont signataires de la Convention de Nairobi qui cadre leur coopération internationale.

En développant des modèles de production innovants adaptés aux exigences des marchés tout en assurant une gestion durable des ressources halieutiques, l'aquaculture constitue un des éléments de réponse à la demande mondiale. Du fait du cycle de vie des espèces, ces questions doivent être traitées à l'échelle régionale. Les besoins en études, expertises et accompagnement en matière de valorisation des milieux aquatiques

tropicaux sont importants. Il s'agit d'une part de pouvoir favoriser les échanges d'expériences et de compétences pour le renforcement des capacités d'expertises et, d'autre part, de permettre le développement conjoint d'entreprises de transformation, de valorisation et de commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture.

D'ailleurs, la région du canal du Mozambique a eu le grand privilège d'accueillir en novembre 2018, la première conférence mondiale sur l'Economie Bleue « première Sustainable Blue Economy Conference ». 16 000 délégués de 184 pays y ont participé. Ce fut l'occasion de partager le constat d'urgence d'une meilleure intégration de l'économie bleue dans les politiques publiques pour promouvoir un développement inclusif.

• **Fort potentiel touristique**

Dans sa note expresse n°319 de mars 2015, l'institut d'émission des départements d'Outre-mer (IEDOM) fait le bilan sur la situation du tourisme à Mayotte. La conclusion générale qui en ressort nous indique que le tourisme à Mayotte a un potentiel indéniable mais son développement est limité. Le nombre de visiteurs dépasse le seuil des 50 000 touristes. Cependant, l'IEDOM précise que malgré ces nombreux atouts, le tourisme reste encore une activité peu importante dans l'économie locale comme en témoigne sa faible contribution à la formation du produit intérieur brut (PIB) ou aux échanges extérieurs. A titre d'exemple, La branche hôtellerie-restauration, principale activité du secteur tourisme, emploie 682 personnes en 2012 à Mayotte, soit 2,3 % de l'effectif salarié total.

En comparaison, le Mozambique et la Tanzanie sont en plein essor en matière de tourisme, en effet le secteur attire de plus en plus de grands et petits groupes hôteliers. Les chaînes hôtelières internationales y déploient des plans de développement pluriannuels... Une force touristique qui réside dans leurs politiques de visa « très ouverte » et à leurs ressources naturelles faites notamment de parcs safari, de ses nombreuses îles vierges et plages. Ainsi, la Tanzanie consacrera 39 millions de dollars à sa relance du tourisme en 2018 avec un plan important de son économie pour la Réhabilitation des sites touristiques, des routes dans les zones protégées, des systèmes de surveillance dans les aéroports.

Le secteur du tourisme a été expressément identifié comme l'un des domaines d'activités stratégiques pour le développement économique des pays de la zone Canal du Mozambique. Il offre en effet un fort potentiel en termes de création de valeur ajoutée et d'emplois.

Celui-ci s'appuie sur les ressources patrimoniales, culturelles diversifiées et riches de la zone (naturelles, culturelles ...). Même, si les économies touristiques seychelloises et comoriennes ont été durement touchées par la pandémie du Covid-19, qui a engendré la « récession économique la plus grave jamais observée depuis près d'un siècle » selon le dernier rapport publié par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) le 10 juin 2022.

Les îles de l'océan Indien ont décidé de s'allier pour devenir une destination commune avec à la clé : une bannière marketing, des économies d'échelle et une offre de voyages inter-îles fondée sur l'écotourisme. C'est ainsi qu'est né en 2011 le concept des « îles Vanille », sous l'égide de l'Union des chambres de commerces des îles de l'océan Indien (UCCIOI) avec le soutien financier de l'AFD. Constituée par les autorités touristiques officielles de Maurice, La Réunion, Madagascar, Mayotte, des Comores et des Seychelles, les îles Vanilles capitalisent sur les offres touristiques déjà présentes et en

proposent une valorisation complémentaire. Il s'agit d'un concept qui permet aux professionnels du tourisme des différentes îles de mutualiser leurs moyens et savoir-faire spécifiques.

ii. Les défis en matière de développement économique

Il y a nécessité de pallier aux obstacles de développement des échanges afin de soutenir la création d'un espace économique et commercial avec les pays de la zone du Canal du Mozambique considérant que l'internationalisation des entreprises constitue un facteur de croissance, créateur d'emplois et de richesse.

Les échanges impactés par les mutations démographiques génèrent de véritables opportunités de développement et de spécialisation au sein de la zone, entraînant l'émergence de nouveaux secteurs économiques, au 1er rang desquels l'économie bleue et les échanges de savoirs, qui fédèrent déjà des projets. L'agence de développement et d'innovation de Mayotte (ADIM) en charge de la prospection économique dans la zone, et la chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (CRESS) contribue à identifier et à mettre en réseaux les acteurs économiques à l'internationalisation. Aussi, pour répondre aux enjeux de la région en matière de développement économique, il est indispensable de déployer à l'échelle du Canal du Mozambique une dynamique de coopération territoriale qui s'appuie sur l'économie sociale et solidaire (ESS) et l'innovation sociale pour équilibrer les rapports de forces économiques qui permettront à terme de créer une économie intelligente et innovante comme le fait la CRESS à travers ces projets de mutualisations d'expertises et des savoirs-faire au travers de diagnostics territoriaux et sectoriels, d'animation régionale forte et d'accompagnements des entrepreneurs. L'internationalisation des entreprises constituant un facteur de croissance, créateur d'emplois et de richesse.

Le développement de l'économie bleue et de l'économie verte dans la région du Canal du Mozambique peuvent se faire dans le respect de la biodiversité par la construction d'infrastructures vertes, tout en veillant à limiter la pollution. Les actions facilitant l'émergence et la réalisation de projets de co-développement économique dans des domaines tels que l'économie bleue permettent de promouvoir l'autonomie alimentaire par une exploitation raisonnée des mers d'une part et d'autre part d'apporter des réponses à la demande d'emploi des populations insulaires par des projets innovants à forte valeur ajoutée. Quant à l'économie verte dont tout enjeu dans la zone du Canal du Mozambique réside dans la conciliation d'une part d'un développement économique et démographique accéléré, et de l'autre de préservé sans altérer les milieux naturels les spécificités environnementales, permet de fournir les services essentiels au maintien de la vie.

iii. Choix stratégiques pour le programme Canal du Mozambique 2021-2027

L'objectif stratégique 1 prévoit de poursuivre les collaborations engagées sur des projets visant à développer la compétitivité intelligente, la transformation économique intelligente, l'innovation et la connectivité régionale aux TIC. Aussi, le Programme de coopération appuiera les actions visant la croissance et la compétitivité. A titre d'exemples, les foires économiques financées par l'Interreg Mayotte-Comores-Madagascar 2014-2020 ont permis de développer les collaborations entre les acteurs malgaches et mahorais (CCI de Madagascar et l'ADIM (Agence de développement et d'Innovation de Mayotte)). Cela a favorisé l'exploration de nouveaux marchés.

Les actions doivent faciliter l'émergence et la réalisation de projets de co-développement

économique dans des domaines tels que l'économie bleue permettant de promouvoir l'autonomie alimentaire par une exploitation raisonnée des mers d'une part et d'autre part d'apporter des réponses à la demande d'emploi des populations insulaires par des projets innovants à forte valeur ajoutée.

Ainsi que l'économie verte dont tout enjeu dans la zone réside dans la conciliation d'une part d'un développement économique et démographique accéléré, et de l'autre de préservé sans altérer les milieux naturels les spécificités environnementales. Il s'agit notamment de fournir les services essentiels au maintien de la vie — pureté de l'air et de l'eau, et résilience de la biodiversité nécessaire à la production d'aliments et à la santé humaine

Les entreprises des territoires de la zone ont la contrainte de l'insularité pour des structures situées sur des îles, tandis que celles situées sur le continent africain doivent maintenir un climat des affaires positif depuis 2017(fiche pays business France) sur le continent.

L'amélioration de la compétitivité passe par l'exploration de nouveaux marchés et l'émergence de nouvelles filières voire la structuration de filières.

C'est pourquoi le programme INTERREG Canal du Mozambique soutiendra les actions permettant de :

1. Renforcer la croissance et la compétitivité des PME

Stratégie de coopération pour Faire du Canal du Mozambique un territoire qui œuvre contre le changement climatique et pour la protection de l'environnement, de la biodiversité et la prévention et la gestion des risques

i. Présentation de la situation en matière de climat, gestion des risques et environnement

• Une biodiversité menacée

La biodiversité des pays de la zone se caractérise par son fort taux d'endémisme qui constitue un atout majeur, notamment pour le développement de la pharmacopée. Mais des pressions s'exercent déjà sur les milieux et les espèces (déforestation, mitage des espaces agricoles, ...) et risquent de se renforcer avec la croissance démographique et l'artificialisation des sols qu'elle induit. Ces pressions nécessitent de poursuivre la structuration de la connaissance de la biodiversité (identification des enjeux et menaces) et la sensibilisation du public.

L'espace de coopération bénéficie d'un patrimoine naturel exceptionnel (l'Océan Indien abrite 38% des espèces de coraux du monde). Ce patrimoine est menacé en raison de la destruction des habitats et l'arrivée d'espèces envahissantes. La biodiversité s'érode rapidement, et de nombreuses espèces composent sur la liste rouge des espèces menacées en France (IUCN, 2020).

• La montée des eaux

Tous les territoires insulaires du bassin du Canal du Mozambique sont directement menacés par les impacts des changements climatiques tels que la montée des eaux, l'altération de leur biodiversité endémique, etc. ils partagent des caractéristiques communes tant au niveau de leurs climats et écosystèmes. Placés sur la ceinture cyclonique de l'océan Indien, leur climat tropical les expose à des saisons cycloniques

parfois dévastatrices, à l'exception des Seychelles situées plus au Nord. Sur la période 1950-2009, une augmentation de température de 0,65 °C a été relevée pour l'ensemble de l'océan Indien, un réchauffement supérieur à celui observé par ailleurs dans les océans Atlantique et Pacifique. De 1960 à 2010, les températures atmosphériques ont augmenté, à des taux variables selon les régions et les précipitations ont globalement diminué (hormis aux Seychelles). Une importante élévation du niveau des mers a également été observée. Avec l'augmentation thermique et l'acidification des eaux océaniques, ces vingt dernières années ont vu un blanchiment et une mortalité importante au sein des récifs coralliens de la région.

- **Les aléas climatiques**

Ces territoires sont très fortement exposés aux aléas climatiques (cyclones et sécheresse influencés par le dérèglement climatique) et aux risques littoraux (érosion côtière, la submersion marine, les inondations et mouvements de terrain). Encore insuffisamment maîtrisés, ces risques naturels causent chaque année des dommages considérables aux infrastructures. Le Mozambique figure parmi les cinq pays les plus touchés par des catastrophes naturelles entre 2000 et 2019, selon l'Indice mondial des risques climatiques (IRC) Les cyclones et les sécheresses en particuliers y sont fréquentes.

- **Des risques amplifiés par la croissance démographique**

Ces risques naturels sont en outre amplifiés par le développement des activités humaines et la très forte croissance démographique que connaît la zone. Cette pression démographique – appelée à s'amplifier - génère notamment une surexploitation des ressources vivantes et des ressources en eau, la destruction des habitats, des sols et du littoral, un accroissement de la pollution et des déchets, et une dégradation des écosystèmes. Aux Comores, les décharges sauvages prolifèrent également et il n'y a quasiment aucune collecte, aucun ramassage ou gestion prévue. La situation est similaire à Madagascar. Même si des premières initiatives sont menées (création de déchetterie, petites unités de recyclage...), les déchets ne font l'objet d'aucune prévention, d'aucune valorisation-matière.

- **De faibles précipitations**

Les scénarios de projection s'accordent sur une augmentation des températures océaniques dans l'ensemble de l'océan Indien. Selon l'UNDP (Programme des Nations unies pour le développement: PNUD), qui se base sur un scénario correspondant à la prolongation des émissions actuelles, c'est une hausse de 2,8 °C à 3,9 °C qui sera observable à l'horizon 2090. Une élévation du niveau des océans est attendue, avec des précipitations moins abondantes en saison sèche et plus intenses en saison humide. La moyenne des précipitations devrait augmenter aux Comores et aux Seychelles, et décroître à Madagascar. Le stress hydrique qui tend à s'aggraver en raison des effets du changement climatique, accroît la diminution des ressources d'eau douce, l'intensification des sécheresses et l'augmentation du nombre d'orages pourrait également entraîner une hausse des risques sanitaires. En raison des coupures d'eau liées à la faible précipitation, à Mayotte une unité de dessalement est installée pour alimenter en eau les habitants de Petite Terre. Madagascar connaît depuis 3 ans une sécheresse accablante, plusieurs dizaines de villages n'ont plus accès à l'eau potable aussi des puits sont construits.

ii. Des défis dans la zone de coopération

- **Un défi d'adaptation**

Les inquiétudes manifestées par la Commission européenne concernant les RUP dont fait partie Mayotte (COM (2021, 82 final) sont aussi partagées par les territoires voisins. Ils sont « confrontés à de graves problèmes d'adaptation » et régulièrement affectés de phénomènes naturels : submersions marines, élévation du niveau de la mer, inondations,

cyclones intenses, mouvements de terrain à la suite de fortes pluies, érosion côtière, et sécheresse.

- **D’ambitieux objectifs fixés par la Commission européenne**

Ces territoires doivent s’inscrire dans la lignée des objectifs ambitieux fixés par l’Union européenne en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de neutralité carbone, mais surtout sur la nécessité d’ajuster les politiques et stratégies européennes à leurs réalités géographiques, économiques et sociales. Compte tenu des impacts environnementaux, socio-économiques et sanitaires importants, les territoires du canal doivent améliorer leur résilience et adaptation aux risques « naturels » et aux changements climatiques.

- **Une gestion des risques à aborder au niveau de la zone de coopération**

Les pays connaissent des niveaux d’avancement différents dans leurs actions climatiques, dans l’analyse de leurs vulnérabilités et dans l’organisation et la mise en œuvre de leurs politiques de gestion de risques. Un besoin de mise à niveau se fait de plus en plus sentir, ainsi que celui d’un partage régional de ressources et données scientifiques. La coopération régionale en matière de surveillance des aléas reste très faible. Ainsi, l’Union des Comores a intégré dans sa stratégie nationale de croissance et de réduction de la pauvreté la gestion des risques et le Centre des opérations de secours et de la protection civile (COSEP), avec l’aide du PNUD. Madagascar a mis en place une stratégie nationale de gestion des catastrophes, également en partenariat avec le PNUD, qui se concentre sur le renforcement des capacités nationales à long terme ainsi que sur la coopération régionale et internationale.

- **Approfondir les dispositifs de partenariats existants**

Des dispositifs de partenariats se structurent pour soutenir les pays de zone en cas de catastrophes et relever collectivement le défi du changement climatique (le « Climate Vulnerable Forum » réunissant les Maldives, Les Comores, Madagascar et la Tanzanie; la Plateforme d’Intervention Régionale de l’Océan Indien, PIROI, portée par la CE dans le cadre du FEDER INTERREG 2014-2020, en partenariat avec les Comores, les Seychelles, Madagascar, la Tanzanie le Mozambique, La Réunion et Mayotte, pour gérer des activités de réduction des risques, de préparation aux désastres, de réponses aux urgences et de réhabilitation post-catastrophes, ...), autant d’outils qu’il importe de maintenir dans le contexte actuel épidémique. Pour faire face à la vulnérabilité des risques naturels pouvant entraîner des pertes humaines et matérielles conséquentes les actions de la PIROI (croix rouge) financées par les deux régions ultrapériphériques du Canal du Mozambique et les deux programmes Interreg ont pu profiter au Mozambique et aux Comores lors des cyclones Idai et Kenneth.

- **D’autres partenaires mobilisés et des synergies possibles avec le programme INTERREG**

La zone du Canal du Mozambique peut s’appuyer en parallèle des politiques internes et du programme de coopération transfrontalier INTERREG sur le soutien de l’AFD, qui a participé à hauteur de 19 millions d’euros ces 10 dernières années. La région peut s’appuyer aussi sur la convention de Nairobi, qui permet de créer un « cadre régional de coopération pour la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu marin et des zones côtières ». Dans le cadre du projet de Programme Indicatif Multi-annuel (PIM) 2021-2027 de l’UE pour Madagascar, une « Team Europe Initiatives (TEI) a été développée sur la lutte contre la dégradation de l’environnement et la conservation de la biodiversité et la protection des parcs naturels, ... Le projet de PIM pour les Comores intègre lui aussi un domaine d’intervention prioritaire sur la protection de l’environnement.

iii. Choix stratégiques pour le programme Canal du Mozambique 2021-2027

L'objectif stratégique 2 répond aux défis liés au changement climatique et à la nécessité de renforcer la prévention des risques et de valoriser le patrimoine environnemental. La zone Canal du Mozambique est très vulnérable aux risques naturels. En effet, l'espace du Canal du Mozambique a connue entre 2020 et 2021 un enchaînement de tempêtes tropicales avec 11 cyclones. Parmi eux, les cyclones Idai et Kenneth, qui ont provoqué d'importants dégâts au Mozambique. Kenneth a également durement touché les Comores, qui n'avaient pas connu de cyclone de cette intensité depuis 2004.

Aussi, le réchauffement climatique a conduit ces quatre dernières années vers une forte sécheresse au sud de Madagascar entraînant la Famine. Plusieurs dispositifs de partenariats sont en cours de structuration pour relever collectivement le défi du changement climatique (à l'image du « Climate Vulnerable Forum », ...), dont les Comores, Madagascar, et la Tanzanie font partie. Ce forum est un partenariat international des pays qui sont affectés de manière disproportionnée par les effets du changement climatique. Aussi, les autres pays partenaires du programme Canal du Mozambique pourraient envisager d'intégrer cet organisme dans le cadre de projet commun de coopération.

Les effets du changement climatique sur les littoraux doivent aussi prendre en considération les activités volcaniques (les phénomènes sismo-volcaniques) de la Réunion, de Mayotte et des Comores. Le phénomène sismo-volcanique nécessite notamment un appui au développement et des réponses sous formes d'action de la sécurité civile. Les territoires du Canal du Mozambique doivent également faire face à l'élévation du niveau des mers du fait de leur faible altitude. Les littoraux cristallisent en particulier de nombreux enjeux (submersion marine et érosion du trait de côte) qu'il importe d'anticiper et de prévenir pour assurer la viabilité économique du littoral. Des programmes de lutte contre l'érosion des sols et l'envasement ont d'ailleurs été déjà menés. En conclusion, la quasi-totalité des territoires du Canal du Mozambique peuvent être impactés par plusieurs aléas naturels (glissement de terrain ; chutes de blocs ; inondations, ...). Aussi, pour éviter les risques sanitaires au niveau des plages, des eaux côtières, et des mangroves, il est essentiel de maintenir un niveau de surveillance élevé et un suivi régulier.

Bien que l'économie circulaire soit en cours de structuration dans la zone, la collecte des déchets et leur valorisation restent encore très en deçà des objectifs. Plus largement, la gestion des déchets souffre d'un manque de réglementation et d'une grande disparité de législations dans la zone. Un programme de coopération au niveau du Canal du Mozambique est donc d'autant plus nécessaire sur ces questions. Ce programme permettra de confirmer l'engagement des pays partenaires dans ce domaine et de développer une émergence collective en matière d'économie circulaire de la zone géographique. . Pour exemple, il est à noter que dans le cadre du projet de Programme Indicatif Multi- annuel 2021-2027 de l'UE pour Madagascar, une « Team Europe Initiatives (TEI) a été développée sur la lutte contre la dégradation de l'environnement et la conservation de la biodiversité et la protection des parcs naturels. « Le cas échéant, le programme soutiendra les investissements qui combinent avec succès les principes de durabilité, d'esthétique et d'inclusion du Nouveau Bauhaus Européen en vue de trouver des solutions abordables, inclusives, durables et attrayantes aux défis climatiques ».

La structuration de la connaissance de la biodiversité et sa sensibilisation auprès du public reste à faire dans la zone de coopération. En effet, la zone bénéficie d'un patrimoine naturel exceptionnel, déjà menacé par la destruction des habitats et l'arrivée

d'espèces envahissantes. L'économie bleue, et l'économie verte pourraient être vectrices de développement durable au sein de la zone Canal du Mozambique (construction d'infrastructures vertes, limitation de la pollution, ...). Les actions de coopération du Canal du Mozambique peuvent s'appuyer sur les politiques publiques internes comme la convention de Nairobi et le programme de coopération, la stratégie d'économie bleue

C'est pourquoi INTERREG soutiendra les actions permettant de :

1. Favoriser l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques et la résilience face aux catastrophes ;
2. Renforcer le développement de l'économie circulaire
3. Améliorer la préservation de la biodiversité, renforcer les infrastructures vertes en milieu urbain et réduire la pollution.

Stratégie de coopération pour faire du canal du Mozambique un territoire plus social, tourné vers la santé et plus inclusif

i. Présentation de la situation

• Education et de formation

Si les territoires de l'espace de coopération ont réalisé d'importants progrès en matière d'éducation, les populations demeurent marquées par un niveau de formation relativement faible – notamment à Madagascar où le taux d'alphabétisation des adultes est de seulement 50% (2019) - et par un accès limité à l'enseignement supérieur contre 87,31 % (2015) en Tanzanie. Au Mozambique, selon les informations récemment publiées par l'Institut national des statistiques, le pourcentage moyen d'analphabétisme relevé chez les adultes dans l'ensemble du pays s'élève à environ 76,75 %. Les populations de l'espace de coopération mahorais demeurent marquées par un niveau de formation relativement faible. A Mayotte 56% des jeunes de 15 à 29 ans qui ont achevé leur scolarité n'obtiennent aucun diplôme qualifiant (contre 19% en France) ; un habitant sur trois n'a jamais été scolarisé ; 44% des jeunes de 16 à 24 ans sont en situation d'illettrisme et 58% des habitants en âge de travailler ne maîtrisent pas les compétences de base à l'écrit. En conséquence Mayotte reste le territoire français où les taux d'activité et d'emploi des personnes en âge de travailler (15-64 ans) sont les plus bas (respectivement 40% et 33%).

Il est fort de constater que les formations supérieures à caractère généraliste ou professionnel, sous forme d'enseignement initial ou continu par convention entre les universités des pays partenaires, sont en plein essor et concernent les domaines communs comme : la recherche (la santé, l'environnement, la biologie marine, la littérature swahili ou créole) la culture, le social et l'industrie. Par exemple l'enseignement supérieur malgache accueille environ 1300 étudiants étrangers par an, 600 dans les universités publiques, et 700 dans l'enseignement privé. Les Comoriens sont largement représentés. Le centre universitaire de formation et de recherche de Mayotte (CUFRM) centre accueille, pour des enseignements ciblés en français et/ou dans les langues du Canal du Mozambique - un éventail d'étudiants comoriens ou malgaches. Malgré l'existence de liens culturels forts entre les territoires, la mobilité des étudiants mahorais au sein de la zone demeure très limitée.

La coopération en formation commence à se structurer dans le domaine de la santé et de la formation agricole et rurale (réseau REAP AAOI créé en octobre 2012). Un Conseil de Coopération Educative de l'océan Indien a été créé en 2010 dans le but de coordonner les

politiques de coopération éducatives. Quelques projets de formation émergent, portés par le GRETA29 avec l'Ecole Nationale Technique et Professionnelle d'Anjouan, et le lycée agricole de Coconi.

Même si l'enseignement supérieur fait face aux problématiques des espaces marqués par l'insularité avec des difficultés de créer un système d'enseignement complet et de qualité pour un faible nombre d'étudiants, d'améliorer les conditions de mobilité (visa et autres.); des accords universitaires ont été signés entre les universités de Madagascar, du Mozambique et le CUFR pour mettre en place des politiques de coopération permettant de : faciliter la mobilité bilatérale des étudiants; renforcer la mobilité des unités de cours capitalisables (EC) et participer au développement de la recherche scientifique internationale.

• Santé et développement humain

Les Comores et Madagascar ne consacrent respectivement que 8 et de 9 % de leur budget national aux dépenses de santé (contre plus de 20% pour l'île Maurice et les Seychelles). Dans l'ensemble les services médicaux locaux font face à un manque de structuration de moyens, et à un déficit de gouvernance.

Le niveau de pauvreté des territoires de la zone Canal du Mozambique, de même que le déficit de qualité et d'accessibilité aux soins de santé et aux services médico-sociaux constituent des facteurs aggravants de la prévalence de certaines maladies. En effet la santé est une condition du développement autant qu'une conséquence. Les pays concernés par ce programme ont des niveaux de développement avec un indice de développement humain plaçant en 2022 Madagascar, la Tanzanie, le Mozambique et les Comores parmi les pays les moins avancés dans le classement du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), situés entre la 185ème et la 156ème place sur 189 pays, Maurice et les Seychelles sont un peu au-dessus respectivement 63ème et 72ème le classement mondial. La France est quant à elle 26ème de ce classement, et bien que l'IDH à la Réunion et surtout à Mayotte soient inférieurs à la moyenne nationale, ils se situent au-dessus des pays de la zone du canal du Mozambique.

ii. Les défis dans la zone de coopération

Dans le cadre de la montée en compétences des salariés et afin d'optimiser les échanges de coopération, d'autres acteurs comme les CCI de la zone se mobilisent autour d'actions de formations permettant aux chefs d'entreprises et salariés d'échanger

Pour exemple le Centre universitaire de Mayotte assure des formations supérieures à caractère généraliste ou professionnel, sous forme d'enseignement initial ou continu, et des formations de développement et de la recherche en biologie marine et la littérature mahoraise contemporaine (plurilinguisme, intertextualité, interculturalité). Dans le cadre de la mobilité l'accueil des étudiants malgaches et comoriens se fait au CURFM, comme ceux de Madagascar qui accueillent un bon nombre d'étudiants Comoriens. Investir dans l'éducation, la formation et la formation professionnelle pour l'acquisition des compétences et de l'apprentissage tout au long de la vie constitue un enjeu fort pour le Canal du Mozambique tout comme la formation des formateurs et des cadres de haut niveau. Cette action permettra d'augmenter le nombre de jeunes diplômés issus des pays de la Zone du Canal du Mozambique grâce à la réalisation d'actions de coopération visant des offres de formation d'excellence, compétitives et créatrices de valeur ajoutée, favorisant l'insertion professionnelle. L'action vise à accompagner financièrement les porteurs de projets dans le cadre de la formation et la formation professionnelle pour

l'acquisition de compétences et l'apprentissage tout au long de la vie dans les domaines de l'éducation (appui à la francophonie) l'agriculture, le développement durable, la culture et le sport, la protection de l'enfance, la protection maternelle infantile, la sécurité civile.

- **Risques épidémiologiques**

En termes de santé publique, bien que des progrès significatifs aient été réalisés à Mayotte depuis plus de 35 ans, la situation sanitaire à Madagascar, aux Comores et au Mozambique demeure préoccupante au regard des aléas climatiques (cyclones et sécheresses). Les populations de la zone sont fortement exposées aux risques épidémiologiques, aggravés par la hausse des flux migratoires dans l'espace de coopération, et souffrent de pathologies communes (parmi lesquelles le VIH, le paludisme, la dengue) liées aux spécificités naturelles et climatiques de la zone ou à de mauvaises conditions sanitaires (sous dotation en services publics et infrastructures (eau potable, collecte des ordures). En 2018, les chefs d'État de la SADC ont publié une déclaration sur l'élimination du paludisme qui vise à accélérer le programme d'élimination dans la région. Plus de 96% des cas de paludisme entre 2011 et 2018 sont comptabilisés par 6 États Membres : Tanzanie continentale (18%), Mozambique (14%).

- **Lutte contre la pauvreté**

La fragilité politique de certains pays, la dépendance par rapport à des activités économiques peu diversifiées et les progrès limités vers une production à plus forte valeur ajoutée, constituent des obstacles majeurs à la croissance. Pointant ainsi l'extrême pauvreté qui touche la Région. La Banque africaine de développement en Afrique de l'Est estime que la part de la population vivant dans l'extrême pauvreté devait passer à 35% en 2021, soit environ 134 millions de personnes, contre 33%, soit 122 millions de personnes en 2019. Les pays concernés par ce fléau au niveau du programme sont les Comores, les Seychelles, et la Tanzanie.

- **Amélioration de la prise en charge des malades**

Le niveau de pauvreté des territoires de la zone Canal du Mozambique, de même que le déficit de qualité et d'accessibilité aux soins de santé et aux services médico-sociaux constituent des facteurs aggravants de la prévalence de ces maladies. L'écart de niveaux de prestation médicale au sein de la zone a un impact néfaste sur la santé de l'ensemble de sa population. Il faut chercher à réduire ces écarts permet une prise en charge améliorée des populations voisines comme des résidents de Mayotte, améliorant l'organisation des services et la disponibilité des ressources.

A titre d'exemple, une coopération existe depuis 2009 entre Mayotte et l'Union des Comores sur la prise en charge des brûlés graves, elle a été étendue à d'autres filières grâce au programme Interreg 14-20 (diabète et complications, pédiatrie, maintenance biomédicale...) et sera amené à évoluer. Le transfert de compétences à travers des missions de formation et la réception de stagiaires permet à terme de réduire cet écart. Il est souvent bénéfique d'accompagner ces actions d'appui à la prise en charge des patients - à Mayotte ou dans leur pays d'origine – afin de limiter les pertes de chances pour les patients et permettre aux différents systèmes de santé de regagner la confiance de leurs usagers.

iii. Choix stratégiques pour le programme Canal du Mozambique 2021-2027

Une priorité est accordée à l'objectif stratégique 4 compte tenu des risques sanitaires élevés dans la zone et de la nécessité de renforcer la coopération en matière d'éducation et de formation, en recherchant dans ce dernier domaine les articulations avec les programmes : Erasmus + et FSE+. Aussi un comité de dialogue de gestion pluri-fonds relatif aux différents fonds européens sera mis en place dans le cadre de l'articulation des différents programmes pour permettre d'éviter le double cofinancement des projets.

La politique de formation doit se concevoir dans une approche complémentaire avec les pays du programme. Celle-ci doit être co-développée dans les filières traditionnelles et d'avenir à fortes potentialités et génératrices de croissance comme le tourisme, l'agro-industrie, l'économie, la culture, le sport et la santé. A titre d'exemple, l'école régionale de la mode, projet cofinancé par l'Interreg Mayotte- Comores- Madagascar et porté par la Chambre d'artisanat de Mayotte (CMA), accueille actuellement des étudiants mahorais, malgaches et comoriens. Dans le nouveau format du projet, il est proposé d'accueillir plus d'étudiants venants de la zone de coopérations et d'ouvrir l'accueil vers les étudiants mozambicains et Tanzaniens.

La thématique de la santé est un très fort enjeu dans cette programmation compte tenu du contexte de 2020 et de la diffusion d'une épidémie de dengue à Mayotte, aux Comores et à Madagascar. L'enjeu premier est donc de conforter les infrastructures de santé dans la zone, ensuite l'accès aux services de soins et d'augmenter la résilience du système de soins. Pour exemple, les actions en matière de coopération lors de la pandémie Covid 19 ont mis en exergue cette capacité de résilience et d'entre-aide avec la fabrication des masques en tissus à Madagascar pour fournir les Comores et Mayotte. Au Mozambique, la stratégie d'Inter Aide, dispositif financé par l'AFD combine des activités communautaires permettant aux familles d'adopter des conduites appropriées en lien avec la santé. . En 2018, les chefs d'État de la SADC ont publié une déclaration sur l'élimination du paludisme qui vise à accélérer le programme d'élimination dans la région. Du point de vue sanitaire, les maladies diarrhéiques, liées à un mauvais système d'assainissement et d'hygiène ou à la non-potabilité de l'eau, occupent la deuxième cause de morbidité.

Par ailleurs, en raison de leurs liens géographiques, culturels et historiques l'ensemble des pays du programme sont naturellement enclin à développer une coopération en matière de tourisme et de culture. Depuis plus de 17 ans le Festival Franco Jeune, qui est un concours de littérature autour des 10 mots de la francophonie en partenariat avec l'ensemble des alliances Françaises et associations mozambicaines, tanzaniennes, malgaches, seychelloises et mahoraises est un exemple de co-développement culturel.

Le programme INTERREG soutiendra ainsi les actions permettant d' :

1. Améliorer l'accès à l'éducation, la formation et l'apprentissage tout au long de la vie (et la qualité de ces derniers par-delà les frontières ;
2. Améliorer l'accès égal et en temps opportun à des soins de santé de qualité durables et abordables par- delà les frontières ;
3. Améliorer l'accessibilité, l'efficacité et la résilience des systèmes de soins de santé et des soins de longue durée par-delà les frontières ;
4. Renforcer le rôle de la culture, des arts, de la littérature, des langues, du sport et de l'éco-tourisme au service du développement local et du rayonnement de Mayotte et de ses partenaires dans la zone du Canal du Mozambique, de l'inclusion sociale et l'innovation sociale

Stratégie de coopération pour Améliorer la gouvernance de coopération dans la zone du Canal du Mozambique

i. Présentation de la situation en matière de gouvernance

La Réunion et Mayotte se trouvent au cœur d'une zone complexe avec une gouvernance très spécifique, marquée par la prépondérance de pays ACP (pays d'Afrique, Caraïbe et Pacifiques) parmi lesquels des PMA (Pays les Moins Développés) regroupés en diverses organisations régionales se superposant. De multiples organisations d'intégration régionales ont émergé dans l'océan Indien, donnant souvent lieu à des chevauchements de compétences.

Ainsi, l'intégration régionale se heurte en effet à de nombreux obstacles, qui tiennent notamment aux niveaux de vie, aux différences institutionnelles et normatives, aux difficultés de transports ou encore aux barrières linguistiques.

Avec des échanges commerciaux qui souffrent également de l'insécurité juridique. A Madagascar par exemple la protection juridique des transactions n'est pas assurée.

«En raison de l'opposition des Comores Mayotte reste à l'écart de la Commission de l'océan Indien (COI) qui est le principal partenaire multilatéral de la Réunion. La COI créée en 1984 et regroupant Madagascar, l'Ile Maurice, les Seychelles, les Comores et la France (la Réunion) intervient en faveur du développement régional dans la zone et est financée à 80% par l'Union européenne, elle gère une enveloppe de 50 M€ dans le cadre du 11ème FED23. De plus, la faiblesse de l'intégration de Mayotte dans son espace régional par rapport aux facteurs politiques, et plus précisément par la non appartenance du territoire aux principales organisations à vocation régionale de la zone telles le marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA) et la Communauté de Développement d'Afrique Australe (SADC) met en difficile une stratégie macrorégionale qui l'inclue.

La seule organisation régionale à laquelle appartient Mayotte est l'Union des chambres de commerce et d'industrie de l'océan Indien (UCCIOI, où sont représentées également les Comores et Madagascar), mise en place en 2005 pour renforcer l'intégration économique régionale par la promotion des échanges commerciaux et des investissements productifs entre les îles.

Par ailleurs des litiges opposent dans l'océan Indien la France à des pays de l'environnement régional : les Comores revendiquent la souveraineté de Mayotte, Maurice sur l'île Tromelin et Madagascar sur les « îles Eparses » du canal du Mozambique.

ii. Les défis en matière de gouvernance

A ces litiges territoriaux s'ajoutent la montée au cours de la décennie 2010 de tensions, risques et périls sécuritaires de tous ordres. La piraterie est ainsi devenue une problématique majeure dans la partie occidentale de l'océan Indien jusqu'au canal du Mozambique, et la zone comprise aux Seychelles. Une réponse efficace ne peut être obtenue qu'au niveau international par un appui aux membres de la COI pour mutualiser les moyens de navigation et de détection.

L'océan Indien a en outre vu se développer les trafics divers, notamment de drogue, les flux financiers illégaux, et les attentats terroristes qui ont frappé de nombreux pays bordiers (Kenya). La région est devenue une vaste zone de transits, porteuse d'activités illégales et illicites, en particulier la pêche non déclarée qui s'étend au large des TAAF.

Tout cela se traduit par une insécurité, instabilité et des menaces qui affaiblissent les pays concernés et affectent le développement de relations politiques et économiques dans la zone. La lutte contre les trafics et les risques constitue un sujet majeur de coopération.

Ces risques s'ajoutent aux soubresauts politiques que connaît régulièrement la région, avec les crises politiques successives aux Comores puis à Madagascar, qui menacent de déstabiliser toute la région et les progrès vers le développement durable et l'intégration économique. Ces Etats demeurent fragiles et nécessitent d'être soutenus par leurs partenaires.

La plateforme pour les projets communs NDICI/FEDER du PO CTE « océan Indien » devrait être étendue aux Programmes Indicatifs Nationaux et sera renforcée pour prendre en compte les possibilités offertes par les futurs règlements CTE et NDICI.

Une plateforme pour les projets communs NDICI/FEDER du PO CTE de Mayotte devra être mise également en place. Mayotte n'étant pas reconnue par la COI qui gère le Programme Indicatif Régional, la recherche de synergies avec les Programmes Indicatifs Nationaux est d'autant plus nécessaire.

Au moment de l'élaboration du programme il conviendra de décider du choix de gestion avec les pays tiers et les services de la Commission.

Il serait nécessaire de doter l'espace régional du Canal du Mozambique d'un plan de développement commun et concerté, dans une optique macrorégionale, dans l'esprit de ce qui a été fait pour la région Baltique. Ce plan d'action se ferait selon une approche systémique afin de développer les interactions des différentes mesures et provoquer une dynamique d'ensemble.

Une vision stratégique est par ailleurs un gage de l'efficacité de l'utilisation des fonds, les investissements financés devant servir la vision stratégique.

iii. Choix stratégiques pour le programme Canal du Mozambique 2021-2027

Il nécessaire de doter l'espace de coopération du canal du Mozambique d'un plan de développement commun et concerté, dans une optique macrorégionale. Ce plan d'action se ferait selon une approche systémique afin de développer les interactions des différentes mesures et provoquer une dynamique d'ensemble. Une vision stratégique est par ailleurs un gage de l'efficacité de l'utilisation des fonds, les investissements financés devant servir la vision stratégique.

L'objectif stratégique 6 tient compte de la nécessité de favoriser l'émergence d'une meilleure gouvernance de coopération en prévoyant des actions en faveur du renforcement des partenariats institutionnels, associatifs, sociaux, économiques, avec les États de la zone ».

En effet, les deux régions Ultrapériphériques peuvent relayer les politiques de coopération et accompagner ces politiques dans les pays voisins dans un cadre d'harmonisation juridique aussi bien dans des projets de renforcement de capacités administratives et juridique d'échange en matière d'éducation, de santé, d'économie, civique, de stratégie régionale...

C'est pourquoi INTERREG soutiendra les actions permettant de :

1. Renforcer les capacités institutionnelles des pouvoirs publics et des parties prenantes à mettre en œuvre des stratégies macro régionales et des stratégies relatives aux bassins maritimes
2. Accroître la confiance mutuelle, notamment en encourageant les actions « intercommunautaires », en renforçant la démocratie durable et en soutenant les acteurs de la société civile et leur rôle dans les processus de réforme et les transitions démocratiques.

Cadre de la stratégie du programme de coopération

1. Prise en compte des stratégies existantes

Le programme du Canal de Mozambique s'appuie sur ces cadres, schémas et diagnostics territoriaux régionaux qui prennent en compte différentes sources:

-Les documents cadres de coopérations : Cadre Stratégique de Coopération Décentralisée et d'Action Internationale (CDAI) du CDM 17/10/2018; le Document d'orientation 2021-2027 de la Commission Européenne établie le 04 octobre 2019 ; Océan Indien : Stratégie Régionale 2019-2023 de l'AFD, les rapports d'activité de l'ADIM des périodes 2019 et 2020 ; Les schémas stratégiques régionaux : Schéma d'Aménagement Régional -SAR- ; Schéma régional de développement économique et d'innovation et d'internationalisation -SRDE2I, Schéma Régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation 2019 ; Etudes économiques de la coopération régionale Verso Consulting, 26/03/2020;

-Les bilans tirés de l'expérience des programmes Interreg V Mayotte-Comores-Madagascar (orienté sur les échanges commerciaux ; l'accès à la santé ; et la structuration de l'offre de formation et la mobilité dans l'espace de coopération) et Interreg V Océan Indien FEDER CTE 2014-2020 (porté par la Réunion et orienté sur la recherche-innovation; les échanges économiques ; l'adaptation au changement climatique ; la valorisation du patrimoine naturel et culturel), qui arrivent à terme et qui enseignent les forces et faiblesses de la programmation en cours, mais aussi révèlent les besoins émergents ou ceux pour lesquels il convient de pérenniser un soutien européen ;

- Le PO prend aussi en compte :

-Le document cadre de Partenariat renouvelé entre la France et l'Union des Comores , qui cible « des engagements réciproques en matière de lutte contre les mouvements de populations non maîtrisés et de sauvegarde des vies humaines en mer, ainsi qu'en matière de développement, axé entre autres sur la formation et l'insertion professionnelle des jeunes, l'éducation, l'emploi, l'agriculture et la santé, ... ») ;

-Les projets de Programmes Indicatifs Multi-annuels (PIM) 2021-2027, définis avec l'Union Européenne, pour Madagascar et les Comores, qui visent respectivement à « contribuer à la réduction de la pauvreté, à la lutte contre toutes les inégalités et à une croissance économique durable » (pour Madagascar) ;

Le présent programme s'inscrit et répond en outre pleinement aux divers enjeux en matière de coopération transfrontalière et transnationale fixés dans l'annexe D « Orientation en matière d'investissement sur le financement de la politique de cohésion 2021-2027 pour la France » du Rapport Pays France.

-le document du 3 mai 2022 de la commission européenne "Donner la priorité aux citoyens, assurer une croissance durable et inclusive, libérer le potentiel des régions ultrapériphériques de l'Union" COM (2022)198. Il s'agit d'une stratégie renouvelée pour les régions de l'UE les plus éloignées, appelées «régions ultrapériphériques», qui visent à

libérer leur potentiel au moyen d'investissements et de réformes appropriés

Aussi le programme Canal du Mozambique pour la période 2021-2027 s'appuiera sur Le document du 3 mai 2022 de la commission européenne "Donner la priorité aux citoyens, assurer une croissance durable et inclusive, libérer le potentiel des régions ultrapériphériques de l'Union" COM (2022)198. Il s'agit d'une stratégie renouvelée pour les régions de l'UE les plus éloignées, appelées «régions ultrapériphériques», qui vise à libérer leur potentiel au moyen d'investissements et de réformes appropriés.

Prise en compte des principes horizontaux

Le programme s'inscrit pleinement à respecter les principes horizontaux ainsi que les concentrations climatique et thématique, de ce fait :

- L'Autorité de gestion veille à ce que le principe d'égalité entre les hommes et les femmes, l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la dimension de genre soient prises en compte et favorisées tout au long de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation du programme Interreg Canal du Mozambique ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet. L'Autorité de gestion prend les mesures appropriées pour prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle lors de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation du programme Interreg Canal du Mozambique ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet. En particulier, l'accessibilité pour les personnes handicapées est prise en compte tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre dudit programme.

- L'Autorité de gestion s'engage à promouvoir le développement durable énoncé à l'article 11 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, compte tenu des objectifs de développement durable des Nations unies, de l'accord de Paris et du principe consistant à «ne pas causer de préjudice important».

-La Justification de la dotation financière fournie par l'Union Européenne pour chaque objectif thématique et, le cas échéant, pour chaque priorité d'investissement, conforme aux exigences liées à la concentration thématique et tenant compte de l'impact climatique est répartie comme telle :

- La répartition financière respecte significativement les obligations mentionnées dans l'Article 15 du Règlement FEDER CTE n° 2021/1059. 100 % des crédits FEDER, hors assistance technique (AT), seront affectés à 4 priorités (SO 1, SO2, SO 4, SO5) avec une concentration respective sur les objectifs thématiques 18% ,42%, 34% et 6% du total du montant FEDER.
« Ce dispositif est d'application pour les programmes INTERACT et ESPON. Sans objet ».

Enseignements de l'expérience passée

Le taux de programmation du PO Interreg Mayotte- Comores -Madagascar (RAMO 2020) encourage la poursuite de la coopération et l'élargissement de la zone. En effet, parmi les 14 projets programmés, les acteurs comoriens sont impliqués dans 11 projets dont 1 en bilatéral avec Mayotte (projet de la Croix-Rouge/PIROI/ Croissant rouge). Les acteurs malgaches sont impliqués dans 13 opérations dont 3 en bilatéral avec Mayotte. Et

10 projets regroupent les acteurs des trois îles. De plus, la coopération hors programme Interreg Mayotte Comores Madagascar déclinée par le cadre stratégique de coopération Internationale et dont les actions sont financés par les fonds régionaux met en exergue une coopération existante et qui fonctionne ainsi que cette nécessité de coopération vers la Tanzanie, le Mozambique et le Seychelles.

De plus, la coopération hors programme Interreg Mayotte Comores Madagascar déclinée par le cadre stratégique de coopération Internationale et dont les actions sont financés par les fonds régionaux met en exergue une coopération existante et qui fonctionne ainsi que cette nécessité de coopération vers la Tanzanie, le Mozambique et le Seychelles.

En ce qui concerne le programme Mayotte Comores Madagascar 75 % des fonds ont été alloués et consacrés aux objectifs suivants : Accroître les échanges commerciaux dans la zone de coopération dont le taux de programmation au 31 décembre 2021 s'élève à 95,69 % ; Améliorer l'état de santé des populations et capacités de secours au sein de la zone dont le taux de programmation au 31 décembre 2021 s'élève 27,51 %, Développer l'accès à l'enseignement en mobilité dans l'espace transfrontalier dont le taux de programmation au 31 décembre 2021 s'élève 43,09 %. Au total, ce sont près de 14 opérations qui ont été programmées de 2016 à 2021 pour un montant de 7 157 906,05 €, soit 61,43 % du FEDER alloué au programme.

Sources

<https://www.afdb.org/fr/countries/southern-africa>
<https://www.afdb.org/fr/countries/east-africa/east-africa-overview>
<https://www.afdb.org/fr/countries/east-africa/seychelles>
<https://www.coface.fr/Etudes-economiques-et-risque-pays/Tanzanie>
<https://www.coface.fr/Etudes-economiques-et-risque-pays/Mozambique>
<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/MZ>
<https://www.coface.fr/Etudes-economiques-et-risque-pays/Madagascar>
<https://www.coface.fr/cofaweb/comparer/808-838-903>
<https://www.insee.fr/fr/statistiques>,
<https://www.populationdata.net/pays/comores/>
<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/>
<http://undocs.org>
<https://www.regionreunion.com/la-region/Le-projet-Regional-les-7-piliers>
https://www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/15203_accord-de-partenariat-economique-ue-afrique-australe
<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/comores/presentation-de-l-union-des-comores/>
<http://beit-salam.km/>
<http://www.iora.net/en>
<http://ec.europa.eu/trade/policy/countries-and-regions/negotiations-and-agreements>
Rapport d'activités 2019 de Mayotte, IEDOM
Fiche Pays Kenya, Business France
Fiche Pays Tanzanie, Business France
<https://thecvf.org/>
https://ec.europa.eu/fisheries/cfp/international/agreements_fr

1.3. Justification des objectifs stratégiques et des objectifs spécifiques à Interreg retenus, des priorités correspondantes, des objectifs spécifiques et des formes de soutien, remédiant, le cas échéant, aux chaînons manquants dans l'infrastructure transfrontalière.

**Référence: article 17,
paragraphe 3, point c)**

Tableau1

Objectif stratégique retenu ou objectif spécifique à Interreg retenu	Objectif spécifique retenu	Priorité	Justification du choix
1. Une Europe plus compétitive et plus intelligente par l'encouragement d'une transformation économique intelligente et innovante et de la connectivité régionale aux TIC	RSO1.3. Renforcer la croissance durable et la compétitivité des PME et la création d'emplois dans les PME, y compris par des investissements productifs	1. Faire du Canal de Mozambique un espace dédié à la recherche, à l'innovation, au numérique et au développement économique des entreprises	<p>Le Schéma d'Aménagement Régional (SAR) Mayotte constate que les échanges demeurent très majoritairement orientés vers la métropole.</p> <p>Or, la zone de coopération du programme s'inscrit dans des liens nombreux et anciens avec les pays du Canal du Mozambique, tant culturels qu'économiques. Les dynamiques démographiques induisent de véritables opportunités de développement et de spécialisation et la possible émergence de nouveaux secteurs économiques, au 1er rang desquels l'économie bleue et verte et les échanges de savoirs.</p> <p>Les différentiels de développement comme la nature des secteurs économiques présents sur la zone de coopération offrent des opportunités de valorisation des complémentarités économiques, d'accès croisés aux marchés émergents d'Afrique de l'Est. Pour autant, profiter de ces opportunités requiert des PME de proposer des axes innovants de développement et de structurer un écosystème économique pérenne et connectée.</p> <p>Ces objectifs / orientations s'inscrivent dans un contexte géopolitique marqué par les défis environnementaux communs au Canal du Mozambique et une instabilité politique, réglementaire et fiscale pénalisante. Y faire</p>

			<p>front en commun ou de manière concertée / coordonnée peut s'avérer stratégiquement opportun.</p> <p>L'objectif spécifique 1.3 permettra ainsi de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser l'émergence de projets de co-développement ; - La constitution de réseaux et d'évènements économiques pérennes comme points de consolidation de filières traditionnelles ou innovantes, en mesure d'asseoir le développement commercial et l'internationalisation des PME; <p>D'enrichir la connaissance statistique et réglementaire des marchés et des filières de la zone de coopération pour en connaître mieux les caractéristiques et éclairer les orientations et les prises de décision stratégiques des responsables économiques et politiques.</p>
--	--	--	---

Objectif stratégique retenu ou objectif spécifique à Interreg retenu	Objectif spécifique retenu	Priorité	Justification du choix
2. Une Europe plus verte, résiliente et à faibles émissions de carbone évoluant vers une économie sans carbone, par la promotion d'une transition énergétique propre et équitable, des investissements verts et bleus, de l'économie circulaire, de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, de la prévention et de la gestion des risques, et d'une mobilité urbaine durable	RSO2.4. Favoriser l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophe et la résilience, en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes	2. Faire du Canal du Mozambique un territoire qui œuvre contre le changement climatique et pour la protection de l'environnement, de la biodiversité et la prévention et la gestion des risques	Le changement climatique aggrave la vulnérabilité des pays de la région marqués par une cyclogenèse qui évolue défavorablement avec une recrudescence exceptionnelle de 9 systèmes cyclonique ou tempêtes tropicales entre 2020 et 2021 et des trajectoires impactant gravement les terres habitées de la partie Ouest du bassin notamment la côte Est de Madagascar. Cette séquence dépasse

Objectif stratégique retenu ou objectif spécifique à Interreg retenu	Objectif spécifique retenu	Priorité	Justification du choix
			<p>celle observée lors de la saison très active 1993-1994, qui avait vu 4 systèmes (puissants) toucher la côte orientale de la Grande Île.</p> <p>Aux risques climatiques s'ajoutent les phénomènes sismo-volcaniques qui exigent d'élaborer des réponses coordonnées en matière de sécurité civile en général et de moyens adaptés pour les services d'incendie et de secours.</p> <p>Outre les phénomènes de submersion provoqués par des événements sismo-volcaniques, les territoires littoraux doivent également faire face à l'élévation du niveau et aux conséquences de l'érosion du trait de côte qu'il importe d'anticiper et de prévenir pour, notamment, assurer la viabilité économique des acteurs du littoral. L'impact du changement climatique varie considérablement d'une région et d'un secteur à l'autre. Par conséquent, les actions d'adaptation et les mesures doivent tenir compte des contextes territoriaux spécifiques qui pourraient ensuite être reproduites dans d'autres régions présentant des caractéristiques similaires au sein la zone de coopération.</p> <p>L'intégration du changement climatique dans la planification stratégique fondée sur les risques et les mesures renforçant la résilience, concerne une grande variété de risques naturels tels que la chaleur urbaine, les inondations, les inondations urbaines, les glissements de terrain, les sécheresses et la pénurie d'eau.</p>

			<p>L'objectif spécifique 2.4 permettra : -</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'améliorer les capacités d'analyse, de modélisation, de prévision et d'alerte coordonnées ; - De concevoir de manière conjointe ou coordonnée des plans d'intervention et d'actions liés aux risques, ainsi que d'information / sensibilisation des populations concernées ; - Actions pilotes, échanges de bonnes pratiques sur la protection des espaces menacés, notamment côtiers, par des risques naturels et/ou anthropiques.
--	--	--	---

Objectif stratégique retenu ou objectif spécifique à Interreg retenu	Objectif spécifique retenu	Priorité	Justification du choix
2. Une Europe plus verte, résiliente et à faibles émissions de carbone évoluant vers une économie sans carbone, par la promotion d'une transition énergétique propre et équitable, des investissements verts et bleus, de l'économie circulaire, de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, de la prévention et de la gestion des risques, et d'une mobilité urbaine durable	RSO 2.6. Favoriser la transition vers une économie circulaire et efficace dans l'utilisation des ressources	2. Faire du Canal du Mozambique un territoire qui œuvre contre le changement climatique et pour la protection de l'environnement, de la biodiversité et la prévention et la gestion des risques	<p>L'évolution des modes de consommation de la zone de coopération de plus en plus tournées vers les produits industriels, sont fortement générateurs de déchets.</p> <p>Favoriser l'émergence d'une logique de rationalisation de la gestion / valorisation des déchets et d'économie circulaire est nécessaire. Cela a fait l'objet d'initiatives dans le cadre de l'Interreg Océan Indien 2014 – 2020 via les ateliers déchets de 2020 (Ile Maurice CAP Business Océan Indien) regroupant des associations professionnelles et des Chambres de commerce et d'industrie de la zone de coopération.</p> <p>Poursuivre les collaborations engagées peut permettre d'envisager des succès rapides autour de la structuration de filières de gestion de déchets sur plusieurs territoires, en s'appuyant, notamment sur l'engagement fort sur cette question du Mozambique et de la Tanzanie, où les actions se révèlent porteuses d'emplois et d'une implication croisée des secteurs public et privée.</p> <p>Par ailleurs, les pays de la zone du Canal du Mozambique disposent de ressources naturelles abondantes en mesure de favoriser l'innovation sur les biomatériaux. La possibilité de créer une filière bio-emballages à l'échelle de tout ou partie de la zone de coopération afin d'accéder à des quantités suffisantes de matières premières fait sens. Enfin, dans le secteur de la construction fortement pourvoyeur de</p>

			<p>déchets, le soutien au renforcement et la structuration de filières sur les biomatériaux de construction telle la filière brique en terre cuite sera une opportunité de soutien aux coopérations engagées entre Madagascar et Mayotte.</p> <p>Au regard de ces éléments le choix de l'objectif spécifique 2.6 permettra:-</p> <p>D'améliorer, l'information, la sensibilisation et la formation des entreprises à l'utilisation plus rationnelles des ressources ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - De soutenir des filières naissantes ou en développement s'appuyant sur des processus de recyclage ou de valorisation de matériaux biosourcés. De mieux appréhender / qualifier l'hétérogénéité des contextes réglementaires et normatifs liés à la gestion / valorisation des déchets - De promouvoir, à l'échelle de la zone de coopération, des événements, des réseaux sur l'économie circulaire pour les entreprises et les acteurs publics concernés intégrant la cible grand public pour sensibiliser à des comportements plus écocitoyens.
--	--	--	--

Objectif stratégique retenu ou objectif spécifique à Interreg retenu	Objectif spécifique retenu	Priorité	Justification du choix
2. Une Europe plus verte, résiliente et à faibles émissions de carbone évoluant vers une économie sans carbone, par la promotion d'une transition énergétique propre et équitable, des investissements verts et bleus, de l'économie circulaire, de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, de la prévention et de la gestion des risques, et d'une mobilité urbaine durable	RSO2.7. Améliorer la protection et la préservation de la nature et de la biodiversité et renforcer les infrastructures vertes, en particulier en milieu urbain, et réduire toutes les formes de pollution	2. Faire du Canal du Mozambique un territoire qui œuvre contre le changement climatique et pour la protection de l'environnement, de la biodiversité et la prévention et la gestion des risques	<p>La biodiversité de la zone du Canal du Mozambique est qualifiée de « point chaud » car extrêmement fragilisée et menacée par la dégradation des espèces et des écosystèmes. Les territoires insulaires ou littoraux communs à la zone de coopération partagent de nombreux points communs en termes de ressources naturelles, d'espèces et de biotopes. Ils font l'objet de pressions permanentes et accrues qui menacent et érodent au fil du temps la biodiversité et la géo-diversité de cette zone.</p> <p>La préservation de la biodiversité et la protection de la nature est un préalable à la possibilité, pour les populations de bénéficier de services écosystémiques.</p> <p>Peu d'initiatives ont été réalisées à ce jour, pour mutualiser les moyens d'actions des pays de la zone de coopération pour protéger et pérenniser ces richesses naturelles, vitales et conserver les espèces et leurs habitats.</p> <p>L'ensemble des produits de ces ressources naturelles apporterait des solutions aux populations dans divers domaines tels que le tourisme, l'écologie, l'économie, la sécurité alimentaire, la recherche et serait partagé dans le Canal du Mozambique. Des politiques et des outils écologiques communs de connaissance, de suivi et de maintien de la biodiversité favoriseront les réservoirs, les continuités écologiques, la</p>

			<p>reproduction et le déplacement des espèces. Ces pays conserveront et amélioreront les services fournis par les écosystèmes leur permettant entre autres d'atténuer les effets du changement global dans la région.</p> <p>Les enjeux d'une plus forte culture de l'écologie dans les populations de la zone de coopération via leur sensibilisation à la préservation du patrimoine naturel et la biodiversité sont par ailleurs indispensables à l'amélioration de la situation globale, rien ou peu ne pouvant se faire sans des populations convaincues</p> <p>Au regard de ces éléments le choix de l'objectif spécifique 2.7 permettra</p> <ul style="list-style-type: none"> - De soutenir la constitution, le renforcement de réseaux et les travaux ou l'expertise des acteurs actifs dans la connaissance et la protection de la nature et la biodiversité de la zone de coopération ; - De sensibiliser les populations et les acteurs économiques aux enjeux de protection de la nature et de la biodiversité comme préalable ; - D'améliorer la valorisation des ressources naturelles et de la richesse de biodiversité au profit de nouvelles filières et/ou acteurs économiques
--	--	--	--

Objectif stratégique retenu ou objectif spécifique à Interreg retenu	Objectif spécifique retenu	Priorité	Justification du choix
4. Une Europe plus sociale et inclusive mettant en œuvre le socle européen des droits sociaux	RSO4.2. Améliorer l'égalité d'accès à des services de qualité et inclusifs dans l'éducation, la formation et l'apprentissage tout au long de la vie grâce au développement d'infrastructures accessibles, notamment en favorisant la résilience dans le domaine de l'enseignement et de la formation à distance et en ligne	3. Faire du Canal du Mozambique un territoire plus social et plus inclusif mettant en œuvre le socle européen des droits sociaux	<p>Le dynamisme démographique et la jeunesse de la population plaide pour un soutien à l'investissement dans l'éducation, la formation et la formation professionnelle pour l'acquisition des compétences et de l'apprentissage tout au long de la vie comme un enjeu fort pour le Canal du Mozambique y compris la formation des formateurs et des cadres de haut niveau.</p> <p>Dans une logique de diversification des flux de mobilité pour contribuer à contrecarrer le penchant naturel et légitime vers la métropole, il est essentiel de développer la mobilité au sein de la zone de coopération pour les publics en formation universitaires, scolaire, professionnelle y compris les formateurs mais également pour les publics jeunes hors de tout système formel de formation, sans oublier les salariés et/ou les demandeurs d'emploi.</p> <p>Les filières / disciplines recoupant les thématiques portées dans les autres priorités du programme seront privilégiées afin de renforcer la cohérence globale des actions du programme.</p> <p>Au regard de ces éléments le choix de l'objectif spécifique 4.2 permettra</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un développement de la mobilité au sein de la zone de coopération pour renforcer les compétences et les contribuer à de meilleures synergies avec les autres priorités d'action du programme ;

			<p>- D'englober dans les futures mobilités tout publiques en formation et hors des cadres formels de formation ainsi que les salariés et les demandeurs d'emploi sans oublier les formateurs attachés à ces publics.</p>
--	--	--	--

Objectif stratégique retenu ou objectif spécifique à Interreg retenu	Objectif spécifique retenu	Priorité	Justification du choix
4. Une Europe plus sociale et inclusive mettant en œuvre le socle européen des droits sociaux	RSO4.5. Garantir l'égalité d'accès aux soins de santé et favoriser la résilience des systèmes de santé, y compris les soins de santé primaires, et promouvoir le passage d'une prise en charge institutionnelle à une prise en charge familiale ou de proximité	3. Faire du Canal du Mozambique un territoire plus social et plus inclusif mettant en œuvre le socle européen des droits sociaux	<p>Bien que des progrès significatifs aient été réalisés à Mayotte, la situation et les risques sanitaires de la zone de coopération notamment à Madagascar, aux Comores et au Mozambique demeurent préoccupants notamment dans un contexte de changement climatique et ses catastrophes naturelles associées cyclones et/ou sécheresses.</p> <p>Les populations de la zone de coopération restent fortement exposées à des risques épidémiologiques communs (VIH, paludisme, dengue,...) aggravés par un contexte migratoire complexe et difficilement contrôlé.</p> <p>Outre les besoins des Comores sur la prise en charge de pathologies spécifiques des brûlés, des dialysés et surtout des victimes de traumatismes ; la zone de coopération est confrontée à la nécessaire amélioration de la santé maternelle et infantile. Il s'agit d'une urgence dans la mesure où le taux de décès maternels annuels dus à des complications de la grossesse ou de l'accouchement est fort élevé.</p> <p>L'ensemble de ces pathologies et problématiques est aggravé par un déficit global de qualité et d'accessibilité aux soins et aux services médico-sociaux, doublé d'un niveau de pauvreté important pour une large partie de la zone de coopération.</p> <p>Une population en bonne santé est une condition préalable au développement fait de cette thématique de la santé est un très</p>

			<p>fort enjeu de cette programmation.</p> <p>Au regard de ces éléments le choix de l'objectif spécifique 4.5 permettra- De renforcer la lutte épidémiologique coordonnée et la prévention des risques sanitaires tant via la recherche que le soutien aux équipements médicaux y compris la télémédecine ;</p> <p>- L'élaboration ou le renforcement de réseaux d'échanges et de transfert comme de projets conjoints dans la résilience des systèmes de santé mais également la sensibilisation et la prévention sanitaire et sociale des populations ;</p>
--	--	--	--

Objectif stratégique retenu ou objectif spécifique à Interreg retenu	Objectif spécifique retenu	Priorité	Justification du choix
4. Une Europe plus sociale et inclusive mettant en œuvre le socle européen des droits sociaux	RSO4.6. Renforcer le rôle de la culture et du tourisme durable dans le développement économique, l'inclusion sociale et l'innovation sociale	3. Faire du Canal du Mozambique un territoire plus social et plus inclusif mettant en œuvre le socle européen des droits sociaux	<p>L'Indianocéanie et l'Afrique australe regroupent un ensemble de pays liés par leur histoire, leur culture, leurs religions, qui fondent une identité à part entière, propice à la coopération et au développement d'un éco-tourisme dans la zone Canal du Mozambique.</p> <p>Il s'agit de prendre appui sur ces caractéristiques communes pour favoriser le développement d'un espace d'échanges dans le domaine culturel, patrimonial et touristique qui serve le développement économique de la zone du Canal du Mozambique.</p> <p>D'ores et déjà dans le domaine du sport des relations existantes étroites permettent d'envisager le développement de manifestations sportives régulières et coordonnées impliquant des jeunes avec une volonté forte de démarche inclusive. Dans le domaine culturel lié à la promotion du livre et de l'édition des opportunités existent quant au renforcement d'une plateforme internationale unique centralisant l'ensemble de la chaîne du livre. Dans le domaine touristique une forte volonté de travailler sur l'écotourisme dans</p>

			<p>la zone est une base de coopération concrète.</p> <p>Au regard de ces éléments le choix de l'objectif spécifique 4.6 permettra-</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conforter la protection, le développement et la promotion du patrimoine culturel et des services culturels et des réseaux d'acteurs associés; - Développer les opportunités d'évènements, d'échanges en direction des acteurs de la culture, du patrimoine, du sport et du tourisme notamment dans la perspective du développement de l'écotourisme.
--	--	--	--

Objectif stratégique retenu ou objectif spécifique à Interreg retenu	Objectif spécifique retenu	Priorité	Justification du choix
6. Interreg: Une meilleure gouvernance de la coopération	ISO6.1. Le renforcement des capacités institutionnelles des pouvoirs publics, en particulier ceux chargés de gérer un territoire spécifique, et des parties prenantes (tous les volets)	4. Améliorer la gouvernance de coopération dans la zone du Canal du Mozambique	<p>Dans la zone de coopération du Canal du Mozambique se côtoient trois cultures administratives ; anglophone, lusophone et francophone et un minimum de 7 langues différentes sans compter les dialectes.</p> <p>C'est tout à la fois une richesse et une hétérogénéité qui nécessitent de conforter un socle sur lequel puisse reposer une stratégie de co-développement régional multiculturelle.</p> <p>Le positionnement politique d'organisations régionales telles l'Union africaine, ou la Commission de l'Océan indien freinent l'adhésion de certains territoires en particulier Mayotte.</p> <p>Favoriser la coopération des acteurs institutionnels peut contribuer à lever certains de ces freins.</p> <p>Par ailleurs, la montée en compétences et le soutien aux acteurs impliqués dans la gouvernance du programme, comme la meilleure coordination avec les bailleurs internationaux / européens peut permettre de coordonner ou de mutualiser des ressources au bénéfice de l'intensité et la qualité de la coopération sur l'ensemble des territoires de la zone de coopération.</p> <p>Les modalités de gestion du programme seront pourvoyeuses de meilleure prise en compte de la réalité terrain, de transparence, d'éthique et d'efficacité de l'action publique.</p>

			<p>Au regard de ces éléments le choix de l'objectif spécifique 6.1 permettra</p> <ul style="list-style-type: none"> - De renforcer les capacités de coopération avec les partenaires institutionnels impliqués dans la gouvernance et dans la mise en œuvre du programme au sens large - De renforcer l'intégration du programme et de ses acteurs majeurs dans les instances régionales de coopération instituées à l'échelle du Canal du Mozambique
--	--	--	---

2. Priorités

Référence: article 17, paragraphe 3, points d) et e)

2.1. Priorité: 1 - Faire du Canal de Mozambique un espace dédié à la recherche, à l'innovation, à l'numérique et au développement économique des entreprises

Référence: article 17, paragraphe 3, point d)

2.1.1. Objectif spécifique: RSO1.3. Renforcer la croissance durable et la compétitivité des PME et la création d'emplois dans les PME, y compris par des investissements productifs

Référence: article 17, paragraphe 3, point e)

2.1.1.1 Types d'actions correspondants et leur contribution attendue à la réalisation de ces objectifs spécifiques ainsi qu'aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes, le cas échéant

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) i); article 17, paragraphe 9, point c) ii)

L'objectif spécifique 1.3 vise à soutenir les types d'opération suivants :

- Les types d'actions qui faciliteront l'émergence et la réalisation de projets de co-développement économique dans des domaines tels que l'économie bleue, l'économie verte, l'économie sociale et solidaire (ESS) pourront être appréciés. Les projets devront favoriser le développement et la structuration de ces économies aux échelles territoriales et régionales (zone de coopération) pour créer de l'activité, de la richesse et de l'emploi. Il est attendu dans ces projets une mise en place d'échanges de bonnes pratiques et de mutualisations d'expertises permettant de développer les réseaux d'échanges professionnels quel que soit le domaine.
- Les types d'actions qui reposeront sur l'Organisation d'événements économiques de type « conférence de l'investissement », « forum de l'économie », foire, salon, pourront être soutenus. Les projets dont les objectifs sont de renforcer les échanges entre les pays ainsi que de créer des chaînes de valeurs d'intérêt régional pourront prévoir à l'issue des événements la mise en place de plateformes collaboratives de coopération économique.

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

Ainsi, l'OS 1.3 devra contribuer :

- au développement de l'espace d'échanges économiques de la zone via l'augmentation du nombre d'entreprises intégrées dans les dispositifs **d'internationalisation et bénéficiant de contrats et de marchés**. Une augmentation du nombre d'entreprises intégrées dans les dispositifs d'internationalisation et bénéficiant de contrats et de marchés ;
- à l'augmentation des mises en réseau de PME entre elles mais aussi entre des acteurs privés et publics dans la zone de coopération ;
- à la création et au renforcement d'outils au service du développement des PME (observatoires, clusters, pôles, pépinières) ;
- au développement de solution permettant l'exploitation des résultats de la recherche et de l'innovation (R&I) par les entreprises de la zone pour élaborer des produits, des procédés, des méthodes de commercialisation et des services innovants ;
- au déploiement de dispositif permettant la mise en réseau d'acteurs pour la création

- d'évènements autour de projet de recherche et d'innovation (foire, salon, séminaire, colloque, forum ...) ;
- Un déploiement de projets d'entreprises liés à l'économie bleue ;

;2.1.1.1b. Définition d'un bénéficiaire unique ou d'une liste limitée de bénéficiaires et procédure d'octroi Référence: article 17, paragraphe 9, point c) i)

2.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) ii); article 17, paragraphe 9, point c) iii)

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Objectif (2029)
1	RSO1.3	RCO01	Entreprises bénéficiant d'un soutien (dont: micro, petites, moyennes, grandes)	entreprises	3	6
1	RSO1.3	RCO115	Manifestations publiques transfrontières organisées conjointement	événements	5	10

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Objectif (2029)	Source des données	Commentaires
1	RSO1.3	RCR84	Organisations coopérant par-delà les frontières après la fin d'un projet	organisations	2,00	2021	10,00	ADIM, CRESS	
1	RSO1.3	RCR85	Participations à des actions communes par-delà les frontières après la fin d'un projet	participations	2,00	2021	10,00	ADIM, CRESS	

2.1.1.3. Principaux groupes cibles

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) iii); article 17, paragraphe 9, point c) iv)

Entreprises, collectivités, établissements publics, associations, chambres consulaires

2.1.1.4. Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu à l'investissement territorial intégré, au développement local mené par les acteurs locaux ou à d'autres outils territoriaux

Référence: Article 17, paragraphe 3, point e) iv)

Toute la zone de coopération

2.1.1.5. Utilisation prévue des instruments financiers

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) v)

Non

2.1.1.6. Ventilation indicative des ressources du programme de l'Union par type d'intervention

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) vi); article 17, paragraphe 9, point c) v)

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Code	Montant (en EUR)
1	RSO1.3	FEDER	021. Développement commercial et internationalisation des PME, y compris les investissements productifs	920 520,00
1	RSO1.3	FEDER	023. Développement des compétences pour la spécialisation intelligente, la transition industrielle, l'esprit d'entreprise et la capacité d'adaptation des entreprises au changement	511 400,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Code	Montant (en EUR)
1	RSO1.3	FEDER	01. Subvention	1 432 028,78 €€

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Code	Montant (en EUR)
1	RSO1.3	FEDER	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	1 432 028,78 €

2.1. Priorité: 2 - Faire du Canal du Mozambique un territoire qui œuvre contre le changement climatique et pour la protection de l'environnement, de la biodiversité et la prévention et la gestion des risques

Référence: article 17, paragraphe 3, point d)

2.1.1. Objectif spécifique: RSO2.4. Favoriser l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophe et la résilience, en tenant compte des approches fondées sur les écosystèmes

Référence: article 17, paragraphe 3, point e)

**Mesures d'adaptation au changement climatique et prévention et gestion des risques liés au climat
Prévention et gestion des risques naturels non climatiques et des risques liés aux activités humaines, y compris les campagnes de sensibilisation, les systèmes et les infrastructures de protection civile et de gestion des catastrophes**

2.1.1.1 Types d'actions correspondants et leur contribution attendue à la réalisation de ces objectifs spécifiques ainsi qu'aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes, le cas échéant

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) i); article 17, paragraphe 9, point c) ii)

L'objectif spécifique 2.4 vise à soutenir les types d'opération suivants :

- Types d'actions favorisant les projets collaboratifs de recherche d'adaptation au changement climatique y compris les améliorations potentielles d'équipements. Les projets visant l'amélioration des compétences numériques et la coordination entre les parties prenantes concernées par la gestion des risques induits par le climat (par exemple, harmonisation et partage de données, systèmes coordonnés de prévision et d'alerte précoce)
- Types d'actions d'élaboration conjointes ou coordonnées et de mise en œuvre de stratégies, de plans d'action, d'outils, de formations, d'actions pilotes et de solutions connexes relatifs à la résilience. Projets de sensibilisation adaptés sur le plan linguistique et culturel aux populations et projets d'échanges sur les connaissances et les bonnes pratiques concernant les mesures d'adaptation au changement climatique basées sur la co-construction et la mise en œuvre des actions pilotes pour la résilience seront à privilégier.
- Types d'actions favorisant le développement de moyens de protection et de valorisation des espaces côtiers face aux dégradations humaines ou à l'érosion côtière seront bienvenus.
- Types d'actions permettant la mise en place de mesures d'adaptation au changement climatique, de résilience climatique, de prévention et de gestion des risques liés au climat : inondations et glissements de terrain (y compris sensibilisation, systèmes de protection civile et de gestion des catastrophes, infrastructures et approches fondées sur les écosystèmes) seront soutenus.

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

Ainsi, l'OS 2.4 contribuera à :

- Une augmentation de la réactivité des acteurs en charge de la gestion des risques et une capacité d'intervention renforcée ;
- Une augmentation de l'acculturation des populations aux risques ;
- Un déploiement des outils de modélisation et prospective liés à la gestion du risque ;

- Une réduction de l'exposition aux risques liés au climat et non climatiques ;
- Une coopération au service de l'adaptation au changement climatique, de la prévention des risques et de la résilience face aux catastrophes ;
- Une augmentation du nombre de projets pilotes et d'activités de démonstration ;

2.1.1.1b. Définition d'un bénéficiaire unique ou d'une liste limitée de bénéficiaires et procédure d'octroi

Référence: article 17, paragraphe 9, point c) i)

--

2.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) ii); article 17, paragraphe 9, point c) iii)

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Objectif (2029)
2	RSO2.4	RCO81	Participations à des actions communes transfrontières	participations	1	3
2	RSO2.4	RCO24	Investissements dans des systèmes nouveaux ou réaménagés de surveillance, de préparation, d’alerte et de réaction contre les catastrophes naturelles	nombre	1	2

*

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Objectif (2029)	Source des données	Commentaires
2	RSO2.4	RCR37	Population bénéficiant de mesures de protection contre les catastrophes naturelles liées à des facteurs climatiques (autres que les inondations et les feux de friches)	personnes	5 000,00	2021	17 000,00	La PIROI	La PIROI (Plateforme d'Intervention Régionale de l'Océan Indien),
2	RSO2.4	RCR096	Population bénéficiant de mesures de protection contre les catastrophes naturelles non liées à des facteurs climatiques et les risques relatifs aux activités humaines	Nombre de résidents couverts par des mesures de protection contre les catastrophes naturelles non liées au climat	100		1 000	La PIROI	La PIROI (Plateforme d'Intervention Régionale de l'Océan Indien),

2.1.1.3. Principaux groupes cibles

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) iii); article 17, paragraphe 9, point c) iv)

Entreprises, Collectivités, établissements publics, associations, chambres consulaires, centres universitaires, Services d'incendie et de secours

2.1.1.4. Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu à l'investissement territorial intégré, au développement local mené par les acteurs locaux ou à d'autres outils territoriaux

Référence: Article 17, paragraphe 3, point e) iv)

Toute la zone de coopération

2.1.1.5. Utilisation prévue des instruments financiers

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) v)

Non

2.1.1.6. Ventilation indicative des ressources du programme de l'Union par type d'intervention

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) vi); article 17, paragraphe 9, point c) v)

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Code	Montant (en EUR)
2	RSO2.4	FEDER	060. Mesures d'adaptation au changement climatique et prévention et gestion des risques liés au climat: autres, comme les tempêtes et les sécheresses (y compris sensibilisation, systèmes de protection civile et de gestion des catastrophes, infrastructures et approches fondées sur les écosystèmes)	920 520,00
2	RSO2.4	FEDER	061. Prévention des risques et gestion des risques naturels non climatiques (par exemple, tremblements de terre) et des risques liés aux activités humaines (par exemple, accidents technologiques), y compris sensibilisation, systèmes de protection civile et de gestion des catastrophes, infrastructures et approches fondées sur les écosystèmes	511 400,00
2	RSO2.4	FEDER	058 Mesures d'adaptation au changement climatique et prévention et gestion des risques liés au climat: inondations et glissements de terrain (y compris sensibilisation, systèmes de protection civile et de gestion des catastrophes, infrastructures et approches fondées sur les écosystèmes)	409 120,00
2	RSO2.4	FEDER	059 Mesures d'adaptation au changement climatique et prévention et gestion des risques liés au climat: incendies (y compris sensibilisation, systèmes de protection civile et de gestion des catastrophes, infrastructures et approches fondées sur les écosystèmes)	409 120,00

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Code	Montant (en EUR)
2	RSO2.4	FEDER	01. Subvention	2 250 160,00

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Code	Montant (en EUR)
2	RSO2.4	FEDER	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	2 250 160,00

2.1.1. Objectif spécifique: RSO2.6. Favoriser la transition vers une économie circulaire et efficace dans l'utilisation des ressources

Référence: article 17, paragraphe 3, point e)

Soutien aux processus productifs respectueux de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources dans les PME

2.1.1.1 Types d'actions correspondants et leur contribution attendue à la réalisation de ces objectifs spécifiques ainsi qu'aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes, le cas échéant

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) i); article 17, paragraphe 9, point c) ii)

L'objectif spécifique 2.6 vise à soutenir les types d'opération suivants

- Types d'actions soutenant les processus productifs respectueux de l'environnement et l'utilisation rationnelle des ressources dans les PME comme : la création de structures pilotes de recyclage ; les actions de sensibilisation seront soutenues, les projets de soutien aux procédés innovants, au développement des filières de recyclages ou biosourcées telle celle de la brique de terre seront bienvenues ;
- Types d'actions mettant en place des forums régionaux à l'échelle de tout ou partie de la zone de coopération sur l'économie circulaire pour favoriser la mise en place d'une politique commune ou coordonnée de gestion ou de valorisation des déchets en visant une meilleure connaissance de la réglementation pour une diminution de l'hétérogénéité réglementaire seront soutenus. Les projets pourront favoriser la mise en place d'actions coordonnées pour développer les réflexes écocitoyens afin d'économiser et protéger les ressources naturelles ;

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

Ainsi, l'OS 2.6 contribuera à :

- Une réduction du volume de déchets produits ;
- Une augmentation de la valorisation des déchets ;
- Une augmentation de la quantité de déchets recyclés ;
- Une coopération au profit du développement de l'économie circulaire.
- Une augmentation du nombre de projets pilotes et d'activités de démonstration dans l'économie circulaire;
- Une mise en réseau d'acteurs pour la création d'événements autour de projet de l'économie circulaire.
- La coopération en matière de recherche et d'innovation liée à l'économie circulaire.

Au titre du DI 075 : 2.1.1.1b. Définition d'un bénéficiaire unique ou d'une liste limitée de bénéficiaires et procédure d'octroi

Référence: article 17, paragraphe 9, point c) i)

2.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) ii); article 17, paragraphe 9, point c) iii)

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Objectif (2029)
2	RSO2.6	RCO81	Participations à des actions communes transfrontières	participations	2	7
2	RSO2.6	RCO34	Capacités supplémentaires de recyclage des déchets	Pourcentage	10%	30%

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Objectif (2029)	Source des données	Commentaires
2	RSO2.6	RCR85	Participations à des actions communes par-delà les frontières après la fin d'un projet	participations	2,00	2021	5,00	Conseil départemental	
2	RSO2.6	RCR79	« Stratégies et plans d'action communs adoptés par des organisations »	Nombre	1	2023	2	CCIM	
2	RSO2.6	RCR 47	Déchets recyclés	Nombre	1 tonne	2023	5 tonnes	CCIM Conseil départemental	

2.1.1.3. Principaux groupes cibles

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) iii); article 17, paragraphe 9, point c) iv)

-Entreprises, collectivités, établissements publics, associations, chambres consulaires ; centre de recherche et/ou de transfert de technologie

2.1.1.4. Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu à l'investissement territorial intégré, au développement local mené par les acteurs locaux ou à d'autres outils territoriaux

Référence: Article 17, paragraphe 3, point e) iv)

Toute la zone de coopération

2.1.1.5. Utilisation prévue des instruments financiers

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) v)

NON

2.1.1.6. Ventilation indicative des ressources du programme de l'Union par type d'intervention

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) vi); article 17, paragraphe 9, point c) v)

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Code	Montant (en EUR)
2	RSO2.6	FEDER	075. Soutien aux processus productifs respectueux de l'environnement et à l'utilisation rationnelle des ressources dans les PME	511438,85
2	RSO2.6	FEDER	la DI 067 Gestion des déchets ménagers: mesures de prévention, de réduction, de tri, de réutilisation et de recyclage	511438,85

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Code	Montant (en EUR)
2	RSO2.6	FEDER	01. Subvention	1 022 877,70

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Code	Montant (en EUR)
2	RSO2.6	FEDER	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	1 022 877,70

2.1.1. Objectif spécifique: RSO2.7. Améliorer la protection et la préservation de la nature et de la biodiversité et renforcer les infrastructures vertes, en particulier en milieu urbain, réduire toutes les formes de pollution et solutions fondées sur la nature".

Référence: article 17, paragraphe 3, point e)

Protection de la nature et de la biodiversité, patrimoine naturel et ressources naturelles, infrastructures vertes et bleues

2.1.1.1 Types d'actions correspondants et leur contribution attendue à la réalisation de ces objectifs spécifiques ainsi qu'aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes, le cas échéant

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) i); article 17, paragraphe 9, point c) ii)

L'objectif spécifique 2.7 vise à soutenir les types d'opération suivants

- Types d'actions permettant la mise en place de forums, de séminaires, d'ateliers sur la biodiversité, l'économie bleue et verte et l'éco-tourisme dans la zone de coopération seront soutenus. Ainsi que, les projets qui développeraient de la recherche collaborative tournée vers les solutions biotechnologie relatives au développement d'alternatives pour les exploitations agricoles et le développement d'une aquaculture durable pourraient être bienvenues.
- Types d'actions favorisant la mise en place d'une politique commune ou coordonnée sur la connaissance et la gestion de la biodiversité, seront soutenus. Les projets menés sur la biodiversité autour de l'économie bleue et de l'économie verte pourront être visés.
- Actions valorisation de produits biosourcés via des projets de recherche collaborative sur des molécules bioactives, des produits et applications associés en cosmétiques, en parfumerie, en agroalimentaire, en pharmaceutique seront les bienvenus.
- Types d'actions développant la mise en réseaux d'experts, de chercheurs, et d'organisations impliqués dans le transfert de connaissances et de compétences, ils pourront être associés à des actions de renforcement de l'expertises de diverses institutions comme les musées, les universités, les centres de recherche de la zone de coopération, les établissements publics, et les chambres consulaires.

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats

attendus Ainsi, l'OS 2.7 contribuera à :

- Une meilleure connaissance de la biodiversité des pays du Canal du Mozambique;
- Un partage élargi des connaissances au travers de réseaux nouveaux ou renforcés ;
- Une contribution à une meilleure gestion durable commune des espèces et habitats dans le canal du Mozambique ;
- Une augmentation du nombre de projets pilotes et d'activités de démonstration ;
- Une contribution à une meilleure exploitation des résultats de la recherche et de l'innovation (R&I) sur la biodiversité ;
- Une amélioration de la mise en réseau d'acteurs pour la création d'événements autour de projets de recherche en lien avec l'économie verte et ou l'économie bleue ;

2.1.1.1b. Définition d'un bénéficiaire unique ou d'une liste limitée de bénéficiaires et procédure d'octroi

Référence: article 17, paragraphe 9, point c) i)

Population, acteurs économiques, et institutions publiques

2.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) ii); article 17, paragraphe 9, point c) iii)

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Objectif (2029)
2	RSO2.7	RCO87	Organisations qui coopèrent par-delà les frontières	organisations	3	6
2	RSO2.7	RCO81	Participations à des actions communes transfrontières	participations	3	6

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Objectif (2029)	Source des données	Commentaires
2	RSO2.7	RCR84	Organisations coopérant par-delà les frontières après la fin d'un projet	organisations	1,00	2023	3,00	Conseil départemental Pôle excellence rurale	
		RCR85	Participations à des actions communes par-delà les frontières après la fin d'un projet	Nombre de participations à des actions conjointes	1	2023	3	Conseil départemental Pôle excellence rurale	

2.1.1.3. Principaux groupes cibles

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) iii); article 17, paragraphe 9, point c) iv)

Entreprises, collectivités, établissements publics, associations, chambres consulaires ; centres de recherche et/ou universités

2.1.1.4. Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu à l'investissement territorial intégré, au développement local mené par les acteurs locaux ou à d'autres outils territoriaux

Référence: Article 17, paragraphe 3, point e) iv)

Toute la zone de coopération

2.1.1.5. Utilisation prévue des instruments financiers

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) v)

NON

2.1.1.6. Ventilation indicative des ressources du programme de l'Union par type d'intervention

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) vi); article 17, paragraphe 9, point c) v)

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Code	Montant (en EUR)
2	RSO2.7	FEDER	079. Protection de la nature et de la biodiversité, patrimoine naturel et ressources naturelles, infrastructures vertes et bleues	1 022 877,70

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Code	Montant (en EUR)
2	RSO2.7	FEDER	01. Subvention	1 022 877,70

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Code	Montant (en EUR)
2	RSO2.7	FEDER	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	1 022 877,70

2.1. Priorité: 3 - Faire du Canal du Mozambique un territoire plus social et plus inclusif mettant en œuvre le socle européen des droits sociaux

Référence: article 17, paragraphe 3, point d)

2.1.1. Objectif spécifique: RSO 4.2. Améliorer l'égalité d'accès à des services de qualité et inclusifs dans l'éducation, la formation et l'apprentissage tout au long de la vie grâce au développement d'infrastructures accessibles, notamment en favorisant la résilience dans le domaine de l'enseignement et de la formation à distance et en ligne

Référence: article 17, paragraphe 3, point e)

Autres infrastructures sociales contribuant à l'inclusion sociale dans la communauté

Renforcer la coopération avec les partenaires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'État membre et en dehors de celui-ci

2.1.1.1 Types d'actions correspondants et leur contribution attendue à la réalisation de ces objectifs spécifiques ainsi qu'aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes, le cas échéant

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) i); article 17, paragraphe 9, point c) ii)

L'objectif spécifique 4.2 vise à soutenir les types d'opération suivants :

- Actions favorisant la mobilité des jeunes dans le cadre de leur formation pour l'enseignement supérieur, secondaire ou professionnel permettant une ouverture sur la zone de coopération et améliorant l'insertion professionnelle.
- Actions de formation en direction des salariés et des demandeurs d'emplois, afin de renforcer leurs compétences et leur employabilité à l'échelle de la zone de coopération. Ces actions correspondent à un enjeu majeur pour le développement économique et l'amélioration de la vie des territoires concernés, les projets d'échanges de connaissances et de savoir-faire en dehors des cursus d'enseignement secondaire, supérieur ou professionnel seront bienvenus.

Les types d'action les projets d'échanges et [Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

Ainsi, l'OS 4.2 contribuera à :

- Une contribution à l'amélioration de la formation des publics en formation dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur dans la zone de coopération ;
- Une meilleure employabilité pour les apprenants de la formation professionnelle, les salariés ou les demandeurs d'emploi par rapport aux opportunités d'emploi sur la zone de coopération ;
- Un renforcement de l'offre d'intervention pour les publics hors de tout système éducatif.

2.1.1.1b. Définition d'un bénéficiaire unique ou d'une liste limitée de bénéficiaires et procédure d'octroi

Référence: article 17, paragraphe 9, point c) i)

2.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) ii); article 17, paragraphe 9, point c) iii)

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Objectif (2029)
3	RSO4.2	RCO81	Participations à des actions communes transfrontières	Nombre	1	4
3	RSO4.2	RCO85 —	Participations à des actions de formation communes	Nombre	1	4
3	RSO4.2	EECO11	nombre total de participants formés	Nombre	20	80

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Objectif (2029)	Source des données	Commentaires
3	RSO4.2	RCR85	Participation sà des actions communes par-delà les frontières après la fin d'un projet	Nombre	1,00	2020	3,00	Conseil départemental, CRESS, CMA	
		RCR 81	Actions de formation communes menées à terme	Nombre	1	2024	4	Conseil départemental CUFRM	

2.1.1.3. Principaux groupes cibles

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) iii); article 17, paragraphe 9, point c) iv)

-Entreprises, collectivités, établissements publics, établissements scolaires, centre de formation, universités, associations, chambres consulaires

2.1.1.4. Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu à l'investissement territorial intégré, au développement local mené par les acteurs locaux ou à d'autres outils territoriaux

Référence: Article 17, paragraphe 3, point e) iv)

Toute la zone de coopération

2.1.1.5. Utilisation prévue des instruments financiers

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) v)

Non

2.1.1.6. Ventilation indicative des ressources du programme de l'Union par type d'intervention

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) vi); article 17, paragraphe 9, point c) v)

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Code	Montant (en EUR)
3	RSO4.2	FEDER	151. Soutien à l'éducation des adultes (hormis les infrastructures)	818 302,16
3	RSO4.2	FEDER	150. Soutien à l'enseignement supérieur (hormis les infrastructures)	511 438,85

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Code	Montant (en EUR)
3	RSO4.2	FEDER	01. Subvention	1 329 741,01

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Code	Montant (en EUR)
3	RSO4.2	FEDER	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	1 329 741,01

2.1.1. Objectif spécifique: RSO4.5. Garantir l'égalité d'accès aux soins de santé et favoriser la résilience des systèmes de santé, y compris les soins de santé primaires, et promouvoir le passage d'une prise en charge institutionnelle à une prise en charge familiale ou de proximité

Référence: article 17, paragraphe 3,

point e) Équipements de santé

Mesures visant à améliorer la fourniture de services de soins axés sur la famille et de proximité

Mesures visant à améliorer l'accessibilité, l'efficacité et la résilience des systèmes de soins de santé (hormis infrastructures)

2.1.1.1 Types d'actions correspondants et leur contribution attendue à la réalisation de ces objectifs spécifiques ainsi qu'aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes, le cas échéant

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) i); article 17, paragraphe 9, point c) ii)

L'objectif spécifique 4.5 vise à soutenir les types d'opération suivants :

- Actions dans la recherche et développement pour la prévention des risques sanitaires et épidémiologiques, notamment dans le cadre de la lutte contre les maladies vectorielles.
- Actions de renforcement des outils communs de veille sanitaire pour mieux prévenir les risques sanitaires et épidémiologiques, par le déploiement de l'e-santé, d'équipements médicaux associés.
- Actions d'échanges d'expériences, de transfert de bonnes pratiques et de développement d'étude et de projets conjoints en matière de santé communautaire entre territoires de la zone de coopération notamment pour l'accès aux soins des populations vulnérables en favorisant la résilience hospitalière dans l'appui à la prise en charge des patients.
- Actions de développement des Réseaux sanitaire et social de projets conjoints de sensibilisation et de prévention sanitaire et sociale à destination des populations (notamment la protection infantile et maternelle).

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

Ainsi, l'OS 4.5 contribuera à :

- Un accroissement de la fourniture de services de santé facilitant l'accès aux soins dans la zone et des dispositifs de prévention des risques notamment épidémiologiques ;
- Une amélioration de l'accessibilité, de l'efficacité et de la résilience des systèmes de soins ;
- Une coopération au bénéfice du fonctionnement des systèmes de santé ;
- Une augmentation de l'équipement en matériel de santé dans la zone ;
- Un meilleur déploiement de la numérisation des soins de santé et de la télémédecine ;

2.1.1.1b. Définition d’un bénéficiaire unique ou d’une liste limitée de bénéficiaires et procédure d’octroi

Référence: article 17, paragraphe 9, point c) i)

--

2.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) ii); article 17, paragraphe 9, point c) iii)

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Objectif (2029)
3	RSO4.5	RCO81	Participations à des actions communes transfrontières	Nombre participations	5	9
3	RSO4.5	RCO85	Participations à des actions de formation communes	Nombre de participations	4	10
3	RSO4.5	RCR072	Utilisateurs annuels faisant usage de services d’ e-santé nouveaux ou modernisés	Nombre annuel d'utilisateurs se servant des services numérisés d’ e-santé nouveaux ou améliorés	46	60

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Objectif (2029)	Source des données	Commentaires
3	RSO4.5	RCO81	Participations à des actions communes par-delà les frontières après la fin d'un projet	Nombre de participations	5	2024	9	Centre Hospitalier de Mayotte, ARS de Mayotte, Conseil départemental	
3	RSO4.5	RCO85	Participations à des actions de formation communes	Nombre de participations	4	2024	10	Centre Hospitalier de Mayotte, ARS de Mayotte, Conseil départemental	
3	RSO4.5	RCR 73	Nombre annuel d'utilisateurs des installations nouvelles ou modernisées pour les soins de santé	Nombre d'utilisateur	20	2024	80	Centre Hospitalier de Mayotte, ARS de Mayotte	

2.1.1.3. Principaux groupes cibles

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) iii); article 17, paragraphe 9, point c) iv)

Entreprises, Collectivités, établissements publics, associations, Centres Hospitaliers, centres de recherche et universités

2.1.1.4. Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu à l'investissement territorial intégré, au développement local mené par les acteurs locaux ou à d'autres outils territoriaux

Référence: Article 17, paragraphe 3, point e) iv)

Toute la zone de coopération

2.1.1.5. Utilisation prévue des instruments financiers

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) v)

Non

2.1.1.6. Ventilation indicative des ressources du programme de l'Union par type d'intervention

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) vi); article 17, paragraphe 9, point c) v)

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Code	Montant (en EUR)
3	RSO4.5	FEDER	159. Mesures visant à améliorer la fourniture de services de soins axés sur la famille et de proximité	306 896,31
3	RSO4.5	FEDER	160. Mesures visant à améliorer l'accessibilité, l'efficacité et la résilience des systèmes de soins de santé (hormis les infrastructures)	306 896,31
3	RSO4.5	FEDER	129. Équipements de santé	306 896,31

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Code	Montant (en EUR)
3	RSO4.5	FEDER	01. Subvention	920 589,93

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Code	Montant (en EUR)
3	RSO4.5	FEDER	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	920 589,93

2.1.1. Objectif spécifique: RSO 4.6. Renforcer le rôle de la culture et du tourisme durable dans ledéveloppement économique, l'inclusion sociale et l'innovation sociale

Référence: article 17, paragraphe 3, point e)

Protection, développement et promotion des actifs touristiques publics et services touristiques connexes
Protection, développement et promotion du patrimoine culturel et des services culturels

2.1.1.1 Types d'actions correspondants et leur contribution attendue à la réalisation de ces objectifs spécifiques ainsi qu'aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes, le cas échéant

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) i); article 17, paragraphe 9, point c) ii)

Soutien au développement touristique et à la culture dans la zone du Canal du Mozambique :

L'objectif spécifique 4.6 vise à soutenir les types d'opération suivants :

- Actions de promotion d'évènements de mise en valeur de l'artisanat, de la culture, du sport, de projets de résidences d'artistes, de mise en réseau des musées ou de développement de villages culturels avec expositions itinérantes et de salons pourront être soutenus;
- Action de préservation du patrimoine culturel immatériel, de développement de projets culturels à dimension pédagogique (festival Franco jeune, chantiers d'insertion pour la préservation-valorisation de sites) y compris des projets liés à l'audiovisuel pourront être soutenus.
- Actions de développement de l'écotourisme au travers d'évènements / salons permettant une approche coordonnée de combinés touristiques incluant plusieurs destinations pourront être soutenus.

L'ensemble des économies locales. [Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

Ainsi, l'OS 4.6 contribuera à :

- Une amélioration de la préservation et de la valorisation, notamment touristique et pédagogique, du patrimoine culturel, y compris immatériel, du Canal du Mozambique
- Une multiplication des réseaux de coopération et des évènements liés à la promotion de la diversité culturelle, du patrimoine, des services culturels et du sport dans le Canal du Mozambique.

2.1.1.1b. Définition d'un bénéficiaire unique ou d'une liste limitée de bénéficiaires et procédure d'octroi

Référence: article 17, paragraphe 9, point c) i)

Indicateurs

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) ii); article 17, paragraphe 9, point c) iii)

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Objectif (2029)
3	RSO4.6	RCO77	Nombre de sites culturels et touristiques bénéficiant d'un soutien	sites culturels et touristiques	1	5
3	RSO4.6	RCO81	Participations à des actions communes transfrontières	Nombre de participations à des initiatives conjointes	2	8

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Objectif (2029)	Source des données	Commentaires
3	RSO4.6	RCR77	Visiteurs des sites culturels et touristiques bénéficiant d'un soutien	nombre de personnes	25	2024	100	Conseil départemental, ADIM, Interco du centre	
3	RSO4.6	RCR84	Organisations qui coopèrent à l'échelle transfrontalière, transnationale et interrégionale après l'achèvement d'un projet	Nombre d'organisations poursuivant la coopération pendant au moins un an après l'achèvement du projet.	2	2024	5	Conseil départemental, ADIM, Interco du centre	
3	RSO4.6	RCR85	Participations à des actions communes par-delà les frontières après la fin d'un projet	Nombre de participations à des actions conjointes transfrontalières,	2	2024	8	Conseil départemental, ADIM, Interco du centre	

2.1.1.2. Principaux groupes cibles

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) iii); article 17, paragraphe 9, point c) iv)

-Entreprises, collectivités, établissements publics, associations, chambres consulaires, fédérations sportives

2.1.1.3. Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu à l'investissement territorial intégré, au développement local mené par les acteurs locaux ou à d'autres outils territoriaux

Référence: Article 17, paragraphe 3, point e) iv)

Toute la zone de coopération

2.1.1.4. Utilisation prévue des instruments financiers

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) v)

Non

2.1.1.5. Ventilation indicative des ressources du programme de l'Union par type d'intervention

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) vi); article 17, paragraphe 9, point c) v)

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Code	Montant (en EUR)
3	RSO4.6	FEDER	166. Protection, développement et promotion du patrimoine culturel et des services culturels	716 014,39
3	RSO4.6	FEDER	167. Protection, développement et promotion du patrimoine naturel et de l'écotourisme, autre que les sites Natura 2000	511 438,85

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Code	Montant (en EUR)
3	RSO4.6	FEDER	01. Subvention	1 227 453,24

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Code	Montant (en EUR)
3	RSO4.6	FEDER	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	1 227 453,24

2.1. Priorité: 4 - Améliorer la gouvernance de coopération dans la zone du Canal du Mozambique

Référence: article 17, paragraphe 3, point d)

2.1.1. Objectif spécifique: ISO6.1. Le renforcement des capacités institutionnelles des pouvoirs publics, en particulier ceux chargés de gérer un territoire spécifique, et des parties prenantes (tous les volets)

Référence: article 17, paragraphe 3, point e)

Renforcer la capacité institutionnelle des pouvoirs publics et des parties prenantes à mettre en œuvre des projets et des initiatives de coopération territoriale dans un contexte transfrontalier, transnational ou interrégional

Renforcer la coopération avec les partenaires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'État membre

2.1.1.1 Types d'actions correspondants et leur contribution attendue à la réalisation de ces objectifs spécifiques ainsi qu'aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes, le cas échéant

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) i); article 17, paragraphe 9, point c) ii)

L'objectif spécifique ISO6.1 vise à soutenir les types d'opération suivants :

- Actions permettant de développer et de renforcer les compétences, de mieux partager les expériences et d'accroître la coordination entre les acteurs de la coopération. Outre de conforter les antennes Mayotte dans la zone, ces actions s'attacheront à créer des relais du programme dans les pays tiers participants.
- Actions de soutien aux échanges / rencontres et à la coopération entre acteurs institutionnels, afin de faciliter l'identification et la formalisation de projets communs.
- Actions soutenant l'élaboration de stratégies concertées, via le dialogue et l'identification, en amont, des complémentarités NDICI – FEDER favorisant le dialogue avec la COI pour viser, à terme, l'intégration de Mayotte dans cette organisation.

[Résultats recherchés / changements attendus] : Défis et résultats attendus

Ainsi, l'ISO6.1 contribuera à :

- Un renforcement des compétences des acteurs de la coopération et un renforcement de leurs capacités institutionnelles pour élaborer et en œuvre des projets au bénéfice de la zone de coopération

2.1.1.1b. Définition d'un bénéficiaire unique ou d'une liste limitée de bénéficiaires et procédure d'octroi

Référence: article 17, paragraphe 9, point c) i)

--

2.1.1.2. Indicateurs

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) ii); article 17, paragraphe 9, point c) iii)

Tableau 2: Indicateurs de réalisation

Priorité	Objectif spécifique	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Objectif (2029)
4	ISO6.1	RCO87	Organisations qui coopèrent par-delà les frontières	organisations	2	7
4	ISO6.1		mise en place d'antennes/bureaux	Nombre	2	5

Tableau 3: Indicateurs de résultat

Priorité	Objectif spécifique	ID	Indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence	Année de référence	Objectif (2029)	Source des données	Commentaires
4	ISO6.1	RCR84	Organisations coopérant par-delà les frontières après la fin d'un projet	organisations	2,00	2021	7,00	Conseil départemental, Mairie de Mamoudzou	
4	ISO6.1		mise en place d'une plateforme de coopération	Nombre	0	2024	1	Conseil départemental	

2.1.1.3. Principaux groupes cibles

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) iii); article 17, paragraphe 9, point c) iv)

-Collectivités, établissements publics, associations, chambres consulaires

2.1.1.4. Indication des territoires spécifiques ciblés, y compris le recours prévu à l'investissement territorial intégré, au développement local mené par les acteurs locaux ou à d'autres outils territoriaux

Référence: Article 17, paragraphe 3, point e) iv)

Toute la zone de coopération

2.1.1.5. Utilisation prévue des instruments financiers

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) v)

Non

2.1.1.6. Ventilation indicative des ressources du programme de l'Union par type d'intervention

Référence: article 17, paragraphe 3, point e) vi); article 17, paragraphe 9, point c) v)

Tableau 4: Dimension 1 — Domaine d'intervention

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Code	Montant (en EUR)
4	ISO6.1	FEDER	171. Renforcement de la coopération avec les partenaires dans l'État membre et en dehors de celui-ci	716 014,39
4	ISO6.1	FEDER	173. Renforcement des capacités institutionnelles des pouvoirs publics et des parties prenantes pour la mise en œuvre de projets et d'initiatives de coopération territoriale dans un contexte transfrontalier, transnational, maritime et interrégional	306 863,31

Tableau 5: Dimension 2 — Forme de financement

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Code	Montant (en EUR)
4	ISO6.1	FEDER	01. Subvention	1 022 877,70

Tableau 6: Dimension 3 — Mécanisme d'application territorial et approche territoriale

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Code	Montant (en EUR)
4	ISO6.1	FEDER	33. Autres approches — Pas de ciblage géographique	1 022 877,70

3. Plan de financement

Référence: article 17, paragraphe 3, point f)

3.1. Enveloppes financières par année

Tableau 7

Référence: article 17, paragraphe 3, point g) i); article 17, paragraphe 4, points a) à d)

Fonds	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Total
FEDER	0,00	1 179 953,08 €	1 530 777,77 €	2 688 777,48 €	1 998 577,94 €	1 427 747,80 €	1 402 943,70 €	10 228 777,77 €
Total	0,00	1 179 954,00	1 530 777,77 €	2 688 777,48 €	1 998 577,94 €	1 427 747,80 €	1 402 943,70 €	10 228 777,77 €

3.2 Enveloppes financières totales par fonds et cofinancement national

Référence: article 17, paragraphe 3, point f) ii); article 17, paragraphe 4, points a) à d)

Tableau 8

Objet tif stratégi que	Priorité	Fon ds	Base de calcul du soutien de l'Union (coût total éligible ou contrib ution publiqu e)	Contributio n de l'Union a)=a1)+a2)	Ventilation indicative de la contribution de l'Union		Contribution nationale b)=c)+d)	Ventilation indicative de la contrepartie nationale		Total e)=a)+b)	Taux de cofinance ment f)=a)/e)	Contrib utions des pays tiers
					Sans l'assistance technique en vertu de l'article 27, paragraphe 1 (a1)	Pour l'assistance technique en vertu de l'article 27, paragraphe 1 (a2)		National public (c)	National privé (d)			
1	1	FEDER	Total	1 432 028,78	1 432 028,78	1 419 140,52	243 444,89	0,00	243 444,89	1 675 473,67	0,85	0,00
2	2	FEDER	Total	4 296 086,34	4 296 086,34	4 257 421,56	730 334,68	0,00	730 334,68	5 026 421,02	0,85	0,00
4	3	FEDER	Total	3 477 784,18	3 477 784,18	3 446 484,12	591 223,31	0,00	591 223,31	4 069 007,49	0,85	0,00
6	4	FEDER	Total	1 022 877,77	1 022 877,70	1 013 671,80	173 889,22	0,00	173 889,22	1 196 766,99	0,85	0,00
	Total	FEDER		10 228 777,77	10 228 777,77	10 136 718,77	1 738 892,10	0,00	1 738 892,22	11 967 669,17	0,85	0,00
	Total général			10 228 777,77	10 228 777,77	10 136 718,77	1 738 892,10	0,00	1 738 892,22	11 967 669,17	0,85	0,00

4. Mesures prises pour associer les partenaires du programme concernés à la préparation du programme Interreg et rôle de ces partenaires dans la réalisation, le suivi et l'évaluation du programme

Référence: article 17, paragraphe 3, point g)

Un important travail de consultation de la population et des acteurs locaux pour la préparation des programmes européens post-2020 (réalisés entre août et novembre 2020 par EDATER et cabinet privé sur Mayotte) qui a permis de populariser la vision et les grandes priorités européennes et en même temps d'expliquer les synergies et convergences à rechercher.

-Une mobilisation forte des équipes du Département de Mayotte et de la Préfecture pour proposer un diagnostic, des besoins et la logique d'action du programme futur ainsi que les réalisations et résultats recherchés.

La préparation du Programme Opérationnel Interreg coïncide avec une crise sanitaire mondiale (COVID 19) sans précédent et dont les répercussions, sanitaires et démographiques, sociétales, économiques, sociales et environnementales ne peuvent encore être évaluées. Cependant, les premières analyses et décisions institutionnelles conduisent à penser que les politiques et programmes communautaires auront à faire face à trois périodes :

-La gestion puis la sortie de crise sur l'année 2022 ;

-Les programmes de reconstruction des bases économiques régionales et internationales qui concerneront les premières années des programmes 2022-2027 ;

-Les politiques de plus long terme, pour accompagner les dynamiques de rééquilibrage au sein des modèles de société ;

Il est donc difficile d'anticiper de manière précise la place et la contribution du PO Interreg FEDER CTE 2021-2027 dans

L'ensemble des plans et programmes. Cependant, l'autorité de gestion de Mayotte pose un double principe :

-* La stratégie du PO doit être positionnée sur les investissements structurels de moyen et long terme, qui anticipent en profondeur les grands défis identifiés par les lignes directrices européennes ainsi que le Département et la Préfecture de Mayotte et en région ;

-* Le PO doit aussi garder des capacités d'adaptation, tant durant la phase de négociation des PO que durant la période 2021-2027, pour répondre à des besoins issus de la pandémie du Covid-19, qui sont parfois compatibles avec les Objectifs Stratégiques et Spécifiques du PO mais dont l'ampleur n'est pas toujours connue avec précision ;

-Entretiens avec les ambassadeurs de France de la zone Canal du Mozambique ;

-Entretiens bilatéraux avec les représentants des futurs pays partenaires ;

L'élaboration du PO CTE s'est construite en étroite collaboration partenariat avec les partenaires institutionnels et privés de Mayotte et des pays partenaires voisins partenaires :

Aussi la démarche a été la suivante :

Du 11 au 18 mars 2020 : Réunions de consultation auprès des acteurs locaux (collectivités territoriales, des syndicats, Conseil Economique, Social et Environnemental de Mayotte (CESEM), Conseil de la Culture, de l'Education et de l'Environnement (CCEE), acteurs associatifs, chambres consulaires) sur le contexte de la coopération avec une présentation des orientations de la Commission Européenne des programmes Interreg 2021-2027.

Du 17 mars 2020 au 27 juillet 2021 : Entretiens menés par le bureau d'études chargé des travaux du PO (EDATER) et le cabinet privé, auprès des différents acteurs locaux collectivités territoriales, des syndicats, Conseil Economique, Social et Environnemental de Mayotte (CESEM), Conseil de la Culture, de l'Education et de l'Environnement (CCEE), acteurs associatifs, chambres consulaires, et entreprises.

Le 24 juillet 2021 : Présentation de la matrice du PO avec les actions types élaborées pour chacun des objectifs stratégiques de l'UE auprès de collectivités territoriales, des syndicats, Conseil Economique, Social et Environnemental de Mayotte (CESEM), Conseil de la Culture, de l'Education et de l'Environnement (CCEE), acteurs associatifs, chambres consulaires, et quelques PME.

Le 7 aout 2020 : arbitrage du Ministre des Outres Mer de l'articulation des architectures des programmes Interreg pour Mayotte et la Réunion

Le 24 septembre 2021 : Rencontre avec l'ambassadeur des Comores à l'UNESCO à Mayotte pour échanger sur la stratégie de coopération

Le 10 octobre 2021 : Echanges avec le ministre des Affaires étrangères des Comores sur la stratégie de coopération

Le 25 novembre au 02 décembre 2021: Phase de proposition de la stratégie : visio-conférence avec les ambassades de France des Comores et de Madagascar, présentation du document, transmission du document auprès des autorités partenaires (côté malgache), rencontre avec les ambassadeurs de France des Comores et des Seychelles à Mayotte. Conférence audio avec l'ambassade de France du Mozambique / Présentation et consultation du PO

Du 2 au 3 décembre 2021 : Comité de suivi Mayotte-Comores-Madagascar, présentation du futur PO Interreg Canal du Mozambique auprès des membres du Comité de suivi, acteurs associatifs, chambres consulaires, et entreprises, Région Réunion, et pays membres du PO 2014-2020 (Comores et Madagascar en visioconférence)

Le 03 décembre 2021 : Transmission de la présentation et courrier d'opportunité au directeur du ministère des Affaires étrangères et de la décentralisation à Madagascar / le document en cours d'instruction et validation avant fin janvier 2022

Du 06 au 07 décembre 2021 : Comité de suivi interreg V OI à la Réunion concertation avec la Région Réunion sur le PO

Du 13 au 20 décembre 2021 : Echanges avec le ministre des Affaires étrangères des Comores à Paris sur le PO

Du 28 décembre 2022 au 25 janvier : correspondances de Mayotte pour les accords de partenariat auprès des futurs pays partenaires (Comores, Madagascar, Tanzanie, Mozambique, Seychelles) et de l'autre Région ultrapériphérique (la Réunion).

Le 31 janvier 2022 : Conférence visio avec les partenaires Tanzaniens présentation de lamatrice du Programme Interreg Canal du Mozambique 21-27

Le 07 février 2022 : échanges avec le Commissariat au Plan de l'Union des Comores sur les sujets sur l'Accords de partenariat, Conventions-Cadres de coopération,

Du 09 février au 12 février 2022: rencontre avec le Président de Zanzibar et les acteurs économiques tanzaniens

Le 27 février 2022 : Confirmation du partenariat des Régions ultrapériphériques du bassin Océan indien : réponse de la Présidente de la Région Réunion.

Du 27 janvier jusqu'au 18 février 2022 : Réunions relatives aux propositions d'indicateurs du PO Canal du Mozambique auprès des collectivités territoriales, des syndicats, Conseil Economique, Social et Environnemental de Mayotte (CESEM), Conseil de la Culture, de l'Education et de l'Environnement (CCEE), acteurs associatifs, chambres consulaires.

Le 14 Mars 2022 : Accord de partenariat de Madagascar au Programme Interreg Canal du Mozambique 21-27

Le 26 avril 2022 : Accord de partenariat du Mozambique

Du 08 au 12 août : délégation Tanzanienne à Mayotte, rencontre des Chambres consulaires (acteurs économiques) relances des démarches relatives aux accords de partenariats

Suivi et coordination

- Comité de suivi

Conformément à l'article 28 du règlement (UE) 2021/1059, le comité de suivi intégrera largement le partenariat du programme, au niveau de Mayotte (Département, préfecture, conseils consultatifs, chambres consulaires, intercommunalités,...), de la Réunion (Région et Préfecture), des états tiers (Ministères des Affaires Étrangères). Les partenaires du programme (Agence Française de Développement, Délégations de l'UE de zone Océan indien compétentes,...) seront également invités au comité de suivi.

- Articulation des PO Canal du Mozambique et PO Océan Indien :

- Comité de coordination avec le programme OI

La Réunion mettant en œuvre un programme Interreg OI avec Madagascar, Comores, Mozambique, Tanzanie, Seychelles, Maurice, Kenya, Sri Lanka, Afrique du Sud, Australie, l'Inde et les Maldives, les modalités suivantes ont été formellement validées par les futures autorités de gestion de ces programmes (Conseil Région Réunion et Départemental de Mayotte), dans le cadre d'échanges organisés sous l'égide de la Direction Générale des Outre-Mer :

1. Sur le programme Interreg Océan Indien, pour les projets intégrant Mayotte, les coopérations conjointes (Mayotte-Réunion) avec les pays tiers seront privilégiées. Sur ce programme, la coopération entre les porteurs mahorais et les pays hors du périmètre du programme Interreg Canal du Mozambique sera également possible sans implication d'un partenaire réunionnais.

2. Les projets portés par les acteurs de Mayotte, menés en bilatéral avec un pays du périmètre du programme Interreg Canal du Mozambique, seront soutenus par ce programme.

3. Les projets portés par les acteurs de La Réunion, menés en bilatéral avec un pays du périmètre du programme Interreg Océan Indien, seront soutenus par ce programme, sauf s'ils sont menés au bénéfice du territoire de Mayotte. Dans ce cas, ils seront soutenus par le programme Interreg Canal du

Mozambique.

Dans les trois mois suivant la validation des programmes Canal du Mozambique et Océan Indien, un comité chargé de la coordination entre ces deux programmes sera constitué. Ce comité réunira à minima les autorités de gestion des programmes Interreg Canal du Mozambique et Océan Indien et leur secrétariat conjoint. En tant que cas de besoin, il se réunira, principalement par visioconférence. Il aura pour objectif de renforcer le partenariat et visera un partage d'informations entre les deux autorités de gestion renforcé sur les projets soutenus par ces programmes ainsi que l'élaboration d'actions conjointes dans le cadre de la priorité 1.

- **Articulation NDICI-FEDER CTE :**

La question de l'articulation FED-FEDER revêt une importance particulière dans le cadre de la programmation 2021-2027. La Commission Européenne souhaite en effet que soit renforcée la coopération entre les Régions Ultrapériphériques (RUP) et les pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP) au moyen d'une coordination accrue entre les programmes de coopération soutenus par le FEDER CTE et le NDICI (volets bilatéral et régional). Cet objectif implique la mise en œuvre de mécanismes de concertation entre les autorités de gestion des fonds et la mise en place de mécanismes de financement conjoint. Dans cette optique, Mayotte cherchera à s'inscrire dans une démarche de dialogue avec ses partenaires afin d'envisager la mise en place de financements FED/FEDER pour certains projets de coopération. Aussi l'Autorité de gestion propose de mettre en place un comité de coordination semestriel en amont de chaque comité de suivi.

Les enjeux pour le Conseil Départemental de Mayotte sont :

- identifier comment, sur une même problématique, le FED et le FEDER CTE peuvent intervenir indépendamment l'un de l'autre, mais en synergie, simultanément ou en séquentiel, afin que les résultats de chacun des projets financés au titre des deux fonds contribuent à l'atteinte de l'objectif stratégique recherché ;
- identifier comment, sur un même projet, le FED et le FEDER peuvent soutenir chacun une part du projet, sans que les procédures de décision de l'un créent un obstacle technique à la mise en œuvre de l'autre.

Les pays partenaires du PO Canal du Mozambique sont aussi des pays partenaires du PO Océan Indien dont la Réunion est autorité de gestion.

La Réunion a proposé au sein de son PO CTE d'organiser un comité de coordination NDICI/FEDER au même titre Mayotte va mettre en place un comité de coordination NDICI/FEDER pour le PO CTE Canal du Mozambique.

Concernant l'association des partenaires dans l'évaluation du programme :

En conformité avec le DSGC, le Conseil Départemental développe un plan d'évaluation du programme qui sera validé en comité de suivi.

Les partenaires du programme seront associés à son élaboration dans le cadre du fonctionnement du Secrétariat conjoint mis en place par le Conseil Départemental pour la période de programmation 2021-2027. Le plan d'évaluation sera ensuite soumis à l'approbation des membres du comité de suivi et à sa validation dans le cadre du comité de suivi.

Les partenaires du programme seront par ailleurs associés aux bilans annuels d'évaluation et aux propositions de réorientations du plan d'évaluation.

5.Approche en matière de communication et de visibilité du programme Interreg (objectifs, publics cibles, canaux de communication, y compris, le cas échéant, présence sur les médias sociaux, budget prévu et indicateurs pertinents de suivi et d'évaluation)

Référence: article 17, paragraphe 3, point h)

La stratégie de communication du programme Interreg pour la période 2021-2027 est élaboré conformément à :

Programmation :

L'art. 22(3) définit l'approche de la communication pour chaque programme

Visibilité, transparence et communication

L'art. 46-50 fixe le cadre pour

- Visibilité commune du financement de l'UE
- Responsables de la communication et mécanismes de coordination
- Exigences pour les autorités de gestion et pour les bénéficiaires, c'est-à-dire transparence et visibilité.

Surveillance :

L'art. 38-43 énonce les exigences en matière de surveillance

La communication dans le règlement Interreg

Programmation :

L'art. 17(3;h) définit l'approche de la communication pour chaque programme

Transparence et communication

L'art. 36 ensemble avec les articles 47 à 49 du CPR

Surveillance :

Art. 28-34

Spécifications techniques

L'art. 36 avec l'annexe IX du CPR

Une certaine rupture avec le passé :

- Le Programme CTE canal du Mozambique portant sur la période 2021-2027 est caractérisé par une extension de la zone de coopération. Initialement limitée aux territoires de Mayotte, les Comores et Madagascar, il intégrera désormais les Seychelles, le Mozambique et la Tanzanie et la Réunion.

- L'Europe interviendra de manière plus conséquente, ce qui implique d'être plus sélectif sur les projets mais qui permet également d'être plus exigeant vis-à-vis des porteurs de projet. Exemple rédaction possible : L'objectif est de concentrer les fonds Feder-CTE sur des projets à force valeur ajoutée européenne qui couvrirait la nouvelle zone concernée...

Ainsi, le Conseil départemental, nouvelle autorité de gestion et ses partenaires favoriseront l'émergence de projets cohérents avec les nouveaux axes stratégiques définis à l'échelle régionale

De plus, aux collectivités et organisations socio-professionnelles et associatives s'ajouteront les entreprises, et notamment les PME – PMI de Mayotte, au nombre des cibles prioritaires de l'intervention du programme.

Malgré cette rupture, les cibles de porteurs potentiels de projets sont bien identifiées et les relais bien établis.

Le piège de la communication serait de créer un afflux de projets, par « l'effet Guichet » d'une campagne de communication tous azimuts, axée sur la disponibilité des fonds, la sélectivité mise en place risquant d'entraîner des déceptions massives.

Ainsi, le dispositif de communication s'appuiera sur un réseau d'animateurs dont la vocation est à la fois de faciliter le repérage de projets et d'apporter l'appui nécessaire aux porteurs de projets concernés par les programmes européens.

Les différents animateurs et partenaires du PO deviennent des vecteurs privilégiés des effets de la communication.

La nécessaire transversalité de la communication auprès du grand public :

La communication sur les différents fonds européens devra être transversale, ce qui implique de prendre en compte les actions de communication prévues à l'échelle nationale et territoriale pour le FEDER mais également pour tous les autres fonds (FSE+, FEADER, FEAMP,...).

La nécessaire segmentation des cibles :

Le niveau national recommande de définir 7 groupes cibles distincts :

- Les partenaires du programme,
- Les élus et les institutionnels,
- Les relais,
- Les porteurs de projets finaux
- Les porteurs de projets potentiels
- Les médias
- Le grand public.

La cible « porteurs potentiels » apparaît particulièrement hétérogène (entreprises, collectivités, organismes socio-professionnels ou associatifs) et large (tout Mayotte est concernée). Aussi, la communication destinée à cette cible –prioritaire- ne pourra être globale mais devra être segmentée pour impliquer les différents types de bénéficiaires.

Cible complémentaire : les bénéficiaires ultimes. Chaque projet financé par l'Europe aura des effets positifs sur certains publics : les employés d'une entreprise, les habitants d'un territoire. La communication visera également à sensibiliser ces bénéficiaires ultimes.

2/ Stratégie de communication :

L'analyse approfondie des différentes cibles permet de faire émerger des priorités transversales, véritables lignes directrices pour l'ensemble de la communication sur le PO :

- Sensibiliser, informer et former aux nouvelles orientations stratégiques du PO INTERREG Canal du Mozambique, aux nouvelles modalités de mise en œuvre et de gestion
- Mobiliser les relais et les partenaires par des engagements mutuels quasi contractuels favorisant les synergies pour une plus grande efficacité de la communication sur les fonds européens dans la zone du PO
- Inscrire l'Europe dans le cadre de vie et l'environnement des Mahorais et des habitants des pays partenaires du programme en témoignant territorialement et concrètement de l'action de l'Europe en matière d'innovation et de développement durable.

Elle fera l'objet d'une présentation et d'une validation en comité de suivi du PO.

3/ Moyens :

Moyens humaine de l'Autorité de gestion :

- 3 agents en charge de l'appui aux porteurs de projets, relais de la communication sur le programme auprès des cibles identifiées
- 2 agents en charge de la communication du PO

4/ Actions et outils :

- Partenariats médias – achats espaces
- Campagnes de publicité génériques et thématiques
- Journée lancement Fonds européens
- Colloques thématiques et territoriaux
- Portail Internet Europe dans le Canal du Mozambique
- Mailings catégoriels ciblés
- Dépliant général synthétique Fonds européens Interreg
- Vademecum-guide du relais Interreg
- Dossier guide du porteur de projet & demande de subvention
- Programme opérationnel Interreg Canal du Mozambique
- Kit du bénéficiaire d'un financement
- Dossier de presse général

-Enquêtes régionales de notoriété

- Réseaux sociaux

Afin d'amplifier l'information véhiculée par le site internet, l'autorité de gestion fera recours à certains réseaux sociaux, notamment Twitter, Facebook et YouTube. Les réseaux sociaux constituent un outil indispensable pour améliorer l'image du programme, notamment auprès de certain public cible plus réceptif et sensible à l'utilisation de ces outils qui fournissent un type d'information et de communication plus attrayante, directe et multidirectionnelle. Les profils / canaux mentionnés ci-dessus seront accessibles à partir du site Web du Programme. Les contenus véhiculés à travers Facebook et Twitter seront principalement les actualités et les événements liés au Programme ou aux projets réalisés. Ils seront publiés dans les sections pertinentes du site web.

5/ Accessibilité aux personnes Handicapées

Le site internet permettra l'utilisation des modules fonctionnels existant au profit des personnes non-voyantes et des personnes déficientes visuelles pour faciliter l'accès à certains des modules du site et articles en ligne. Les productions audiovisuelles seront systématiquement sous-titrées avant leur diffusion dans les médias ou tout autre support tel que le site internet. Dans le cadre de séminaires, une traduction en langue des signes est prévue pour les participants qui en feront la demande auprès du secrétariat en charge de l'organisation de l'événement.

6/ Evaluation

L'évaluation de la communication

Deux temps forts d'évaluation du plan de communication seront fixés :

Une évaluation intermédiaire en 2024 et une évaluation finale en 2027.

Deux types d'évaluation complémentaires seront réalisés :

- des évaluations ponctuelles en fonction des objectifs globaux fixés dans la stratégie de communication
- une évaluation systématique – a priori et a posteriori - de chaque action et outil de communication entrepris.

1. L'évaluation des objectifs globaux de communication

Il s'agit d'apprécier :

- le niveau de notoriété de l'implication de l'Europe dans la vie quotidienne des mahorais
- la qualité de l'information destination des bénéficiaires
- la mobilisation des différents partenaires impliqués.

Des enquêtes de notoriété auprès du grand public est prévue au niveau national au 2nd semestre 2021.

Deux autres vagues de sondages pourront être réalisées pour mesurer l'évolution du niveau de notoriété une en 2024 l'autre en 2027.

- Une enquête auprès des bénéficiaires : il s'agira d'apprécier par un questionnaire sur un échantillon de bénéficiaires du programme, la qualité du dispositif d'information, l'accessibilité de l'information qui leur est destinée.
- Une enquête auprès des partenaires : il s'agira d'apprécier la qualité des outils mis à disposition des partenaires et leur utilisation effective.

2. L'évaluation permanente des actions de communication

Il s'agit de mettre en œuvre une politique d'évaluation permanente basée la fois sur des indicateurs qualitatifs et quantitatifs pour mesurer l'impact et la compréhension de chaque action et outil de communication inscrits au plan de communication.

Chaque fiche action et outil développée comprend une proposition de modalité d'évaluation.

Par ces modalités, on privilégie une évaluation au fil de la campagne de communication plutôt qu'une simple évaluation a posteriori. L'évaluation aura ainsi un rôle direct majeur sur le pilotage de la communication en permettant

Indicateurs :

Stat réseaux sociaux, audience campagne médias, #événements, #participants... # ateliers d'informations, #participants, #matériels éducatifs distribués, #présentation des équipes d'animations #permanences réalisées, #projets menés à terme, #taux de remboursement, #demandes de financement.

7/ Budget :

Le budget du plan de communication, hors frais de personnel et frais liés du Conseil Départemental est estimé à 23 809,5€ par an.

6. Indication du soutien aux projets à petite échelle, y compris les petits projets dans le cadre des fonds pour petits projets

Référence: article 17, paragraphe 3, point i); article 24

Les projets éligibles au PO Canal du Mozambique sont mis en œuvre en articulation avec les Fonds de Coopération Nationale et Régionale :

- Le Fond National de Coopération Régionale FNCR, alimenté par des crédits d'État et piloté par un comité de gestion installé à Mayotte depuis octobre 2003, qui réunit une à deux fois par an sous la coprésidence du préfet de Mayotte et du président du Conseil Départemental de Mayotte.

- Le Fond de Coopération Régional FCR, géré et alimenté par le Département de Mayotte.

Ainsi, le FNCR et le FCR de Mayotte pourraient constituer les contreparties financières aux des contributions du PO FEDER-CTE pour le financement de certains projets, mais aussi être une source de financement pour des petits projets et pour les projets exclus de la stratégie du PO CTE Canal du Mozambique.

Le FNCR et le FCR pourraient également être utilisés comme des fonds d'amorçage du PO FEDERCTE (le FNCR et le FCR bénéficient en effet de règles de gestion souples qui peuvent rapidement permettre d'initier une petite action dont le Programme CTE prendrait le relais).

L'autorité de gestion envisage le soutien à des projets de petite échelle, notamment dans le cadre de :

- l'objectif spécifique ISO6.1 « meilleure gouvernance de coopération » pour les actions de coopération entre les institutions, les études et plateformes collaboratives, la définition de stratégie.
- l'objectif spécifique 4.6 « Renforcer le rôle de la culture et du tourisme dans le développement économique, l'inclusion sociale et l'innovation sociale », pour les actions de coopération développant la culture et le patrimoine.

Le soutien aux projets à petite échelle sera limité aux dossiers dont les montants d'aide publique seront inférieurs à 100 000 €.

Il prendra la forme de coûts unitaires, taux forfaitaires ou montant forfaitaires, conformément à l'article 53.2 du règlement (UE) 2021/1060.

L'autorité de gestion pourra proposer des coûts unitaires pour les dépenses de certains types de projets (frais de déplacement, frais sur place,...) afin de faciliter la mobilisation des fonds pour les porteurs de projets et alléger l'instruction. Ces coûts unitaires reposeront notamment sur l'application de barèmes européens et nationaux, conformément à l'article 53.3 du règlement (UE) 2021/1060.

7. Dispositions d'exécution

7.1. Autorités responsables des programmes Référence:

article 17, paragraphe 6, point a) Tableau 9

Autorités responsables des programmes	Nom de l'institution	Nom de la personne de contact	Fonction	Courrier électronique
Autorité de gestion	Conseil Départemental de Mayotte	OUSSENI Ben Issa	Président	ben-issa.ousseni@cg976.fr
Autorité d'audit	CICC	Guiochon Anne Chryste		anne-chrystel.guiochon@finances.gouv.fr
Organisme auquel les paiements doivent être versés par la Commission	Conseil Départemental de Mayotte	OUSSENI Ben Issa	Président	ben-issa.ousseni@cg976.fr

7.2. Procédure d'établissement du secrétariat conjointRéférence: article 17, paragraphe 6, point b)

Pour la période 2021-2027, le Secrétariat Conjoint (SC) du PO CTE sera intégré au sein du Conseil départemental.

La programmation du PO CTE Canal du Mozambique se fera de façon articulée avec les programmes Interreg Océan Indien, NDICI et avec la programmation des FESI Mayotte 2021-2027. Le SC travaillera à partir de Mayotte en réseau avec ses composantes malgaches, comoriennes, tanzaniennes, mozambicaines, seychelloises, réunionnaises, ce qui garantira la prise en compte des aspirations et de la diversité des cultures locales et administratives.

A cette fin, il est proposé à chaque pays partenaire du programme Interreg Canal du Mozambique de nommer un référent ou point focal représentant son ministère des Affaires Étrangères auprès du secrétariat conjoint.

Les points focaux seront les relais du secrétariat conjoint auprès des états tiers du programme. Des réunions techniques regroupant ces référents ou points focaux seront organisées en marge de chaque comité de suivi et des outils de partage d'informations seront mis en place.

A l'exception du Mozambique, les états tiers sont francophones et/ou anglophones ; aussi le personnel du secrétariat conjoint comprend déjà 1 ETP maîtrisant l'anglais (niveau TOEIC C1/950 points), en charge des relations avec les états tiers.

Il est également proposé que la Région Réunion de nomme un référent ou point focal, le représentant au sein du secrétariat conjoint.

Les missions d'informations des bénéficiaires potentiels présentant les possibilités de financement au titre du programme Interreg et l'aide aux bénéficiaires et partenaires potentiels pour la mise en œuvre des opérations, seront organisées par l'autorité de gestion.

Les référents ou points focaux seront associés aux missions d'information et d'animation du programme Interreg dans leur pays, en particulier à travers des comités locaux, animés conjointement par le point focal. Des conventions bilatérales signées entre l'autorité de gestion et les états tiers volontaires mettront en place ces comités locaux qui permettront un ancrage renforcé du programme Interreg au sein états tiers concernés.

Une réunion mensuelle se tiendra, par visioconférence ou en présentiel, afin de renforcer la coordination au sein du secrétariat conjoint.

Cette procédure d'établissement du secrétariat conjoint fera l'objet d'une présentation et d'une validation Au sein du premier comité de suivi suivant l'approbation du programme.

Système électronique d'échanges de données

Concernant la mise en place d'un système électronique d'échanges de données entre les Autorités du programme et les bénéficiaires ou bénéficiaires potentiels, le choix a été fait de poursuivre l'utilisation du système d'information SYNERGIE-CTE, déjà mis en place pour la période de programmation 2014-2020 par l'ancien autorité de gestion (Préfecture de Mayotte) et dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires.

Les adaptations nécessaires du système existant seront définies en tenant compte des critères fixés dans l'annexe XIV du règlement portant dispositions communes. Une dématérialisation accrue des échanges est visée, de même qu'une plus grande ergonomie. Comme lors de la période de programmation 2014-2020,

l'Autorité de gestion et le Secrétariat conjoint du Programme fourniront aux utilisateurs des outils de support, afin de les accompagner dans la prise en main du système.

7.3. Répartition des responsabilités entre les États membres participants et, le cas échéant, les pays tiers ou les pays partenaires et les PTOM participants, en cas de corrections financières imposées par l'autorité de gestion ou la Commission

Référence: article 17, paragraphe 6, point c)

Information de la Commission européenne par l'Autorité de gestion en cas d'irrégularité

Conformément à l'article 69-2 et 12 du R (UE) n°2021/1060, l'autorité de gestion est responsable de la notification à la Commission européenne des irrégularités détectées, en conformité avec les règles édictées en Annexe XII

L'autorité de gestion assure la transmission des informations à l'autorité d'audit.

Modalités de récupération des sommes indûment versées, suite à la détection d'une irrégularité attribuable à un ou plusieurs bénéficiaire(s) identifiés :

En application de l'article 52 du règlement (UE) n°2021/1059, lorsqu'un contrôle de quelque niveau qu'il soit, conclut que des fonds communautaires ont été indûment versés suite à une irrégularité, l'autorité de gestion veille à ce que toute somme versée à la suite d'une irrégularité soit récupérée auprès du partenaire chef de file ou du partenaire unique. Les partenaires remboursent au partenaire chef de file toute somme indûment versée

Selon les modalités définies dans la convention du projet dont il est signataire. Les partenaires du projet restituent les versements indus au porteur de projet (chef de file du projet).

Si l'Autorité de gestion ne parvient pas à se faire rembourser par le bénéficiaire « chef de file du projet », le Conseil Départemental de Mayotte, en tant qu'autorité de gestion, rembourse à la Commission européenne l'intégralité de la somme indûment versée audit bénéficiaire.

Il peut ensuite engager une action de recouvrement contre le bénéficiaire, selon la réglementation nationale applicable.

Responsabilités financières en cas de correction financière ou d'irrégularité non attribuable à un ou plusieurs bénéficiaire(s) identifié(s)

En cas de correction financière effectuée par la Commission européenne de manière forfaitaire ou extrapolée, pour lesquelles il n'est pas possible d'établir des responsabilités de la manière décrite au paragraphe précédent, le Conseil Départemental de Mayotte, en tant qu'Autorité de Gestion, supporte le coût du reversement relatif à la correction financière.

8. Utilisation de coûts unitaires, de montants forfaitaires, de taux forfaitaires et de financements non liés aux coûts

Référence: Articles 94 et 95 du règlement (UE) 2021/1060 (RDC)

Tableau 10: Utilisation de coûts unitaires, de montants forfaitaires, de taux forfaitaires et de financements non liés aux coûts

Recours prévu aux articles 94 et 95 du RDC	Oui	Non
À partir de l'adoption, le programme aura recours au remboursement de la contribution de l'Union fondée sur les coûts unitaires, des montants forfaitaires et des taux forfaitaires au titre de la priorité, conformément à l'article 94 du RDC	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
À partir de l'adoption, le programme aura recours au remboursement de la contribution de l'Union fondée sur un financement non lié aux coûts, conformément à l'article 95 du RDC	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Appendice 1

A. Synthèse des principaux éléments

Priorité	Fonds	Objectif spécifique	Proportion estimée de la dotation financière totale à laquelle l'option simplifiée en matière de coûts sera appliquée dans le cadre de la priorité (en %)	Type(s) d'opération couvert(s)		Indicateur déclenchant le remboursement		Unité de mesure de l'indicateur déclenchant le remboursement	Type d'option simplifiée en matière de coûts (barème standard de coûts unitaires, montants forfaitaires ou taux forfaitaires)	Montants (en EUR) ou pourcentage (en cas de taux forfaitaires) de l'option simplifiée en matière de coûts
				Code(1)	Description	Code(2)	Description			

(1) Cela fait référence au code de la dimension «domaine d'intervention» figurant dans le tableau 1 de l'annexe I du RDC

(2) Cela fait référence au code d'un indicateur commun, s'il y a lieu

Appendice 1

B. Détails par type d'opération

C. Calcul du barème standard de coûts unitaires, des montants forfaitaires ou des taux forfaitaires

1. Source des données utilisées pour calculer le barème standard de coûts unitaires, les montants forfaitaires ou les taux forfaitaires (qui a produit, collecté et enregistré les données; où les données sont stockées; dates de clôture; validation, etc.):

--

2. Veuillez expliquer pourquoi la méthode et le calcul proposés sur la base de l'article 94, paragraphe 2, sont adaptés au type d'opération:

3. Veuillez indiquer comment les calculs ont été effectués, en incluant notamment toute hypothèse formulée en termes de qualité ou de quantités Le cas échéant, des données statistiques et des critères de référence devraient être utilisés et, sur demande, communiqués dans un format utilisable par la Commission:

--

4. Veuillez expliquer comment vous avez veillé à ce que seules des dépenses éligibles soient incluses dans le calcul du barème standard de coûts unitaires, du montant forfaitaire ou du taux forfaitaire:

--

5. Évaluation, par la (les) autorité(s) d'audit, de la méthode de calcul et des montants ainsi que modalités visant à assurer la vérification, la qualité, la collecte et le stockage des données:

--

Appendice 2

A. Synthèse des principaux éléments

Priorité	Fonds	Objectif spécifique	Montant couvert par le financement non lié aux coûts	Type(s) d'opération couvert(s)		Conditions à réaliser/résultats à atteindre déclenchant le remboursement par la Commission	Indicateur		Unité de mesure des conditions à réaliser/résultats à atteindre déclenchant le remboursement par la Commission	Type de remboursement envisagé et mode de remboursement utilisé pour rembourser le ou les bénéficiaires
				Code(1)	Description		Code(2)	Description		

(1) Cela fait référence au code de la dimension «domaine d'intervention» figurant dans le tableau 1 de l'annexe I du RDC et de l'annexe IV du règlement Feampa.

(2) Cela fait référence au code d'un indicateur commun, s'il y a lieu.

B. Détails par type d'opération

1. Phase 2 BOVIMA exportation et importation de viande bovine à Madagascar entre 2023 à 2025/montant prévisionnel: 1 500 000€
2. Forum économique de coopération porté par la ADIM en 2023 / Montant projet prévisionnel : à 442 000€

3. Deux Projets économique sur la recherche pour le programme interg canal de Mozambique:

- 1- Développement d'alternatives aux intrants chimiques dans les exploitations agricoles.

Montant prévisionnel : - projet 1 : 500 000 €

- Enquête sociologique : comprendre les relations entre les agriculteurs de la région et les plantes médicinales. Analyser leur intérêt pour utiliser des produits naturels.

- Effectuer des essais cliniques dans des exploitations pilotes.

- 2- Développement d'une aquaculture durable. Montant prévisionnel projet 2 : 500 000€

1. Partenaire envisagé dans la région : University of Dar es Salaam : college of agricultural sciences and food technology (coaf) pour les deux projets

DOCUMENTS

Document title	Document type	Document date	Local reference	Commission reference	Files	Sent date	Sent by
----------------	---------------	---------------	-----------------	----------------------	-------	-----------	---------